

LUNDI 20 OCTOBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = [La fin de la planète en 2100 ?](#) (archives LeMonde.fr) p.1
::: Actualité :::
- = [Les banques centrales n'ont plus les moyens de poursuivre leur manipulation haussière des marchés d'actions](#) p.4
- = [Jim Rogers sonne l'alarme: 'Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau'](#) p.8
- = [Fed et assouplissement quantitatif : certaines choses ne changent jamais](#) p.10
- = [« L'amendement Gattolin/Joly, une idée juste... »](#) p.12
- = [Italie, vers la faillite. Le FMI appelle à une restructuration de la dette italienne](#) p.15
- = [LE MYTHE de la garantie des dépôts de 100 000 euros. Le cas bulgare !!](#) p.15
- = [L'effet boomerang de la crise](#) p.17
- = [Vers le suicide économique de l'Ukraine ?](#) p.19
- = [La voix des zélites](#) p.22
- = [Un signe de déflation : la pompe bancaire refoule](#) p.23
- = [Les inégalités : un débat réservé aux américains](#) p.24
- = [ÉNERGIE : Au Venezuela, il est moins cher d'importer du pétrole que d'en produire](#) p.27
- = [Fin de l'attaque de panique?](#) p.28
- = [La chute du pétrole est-elle terminée ?](#) p.31
- = [Électricité : la solution locale à petite échelle](#) p.34
- = ['La politique budgétaire imbécile de Merkel menace désormais l'Allemagne'](#) p.36
- = [Trois raisons pour une hausse de l'or](#) p.38
- = [Revue de presse de Pierre Jovanovic](#) p.40



La fin de la planète en 2100 ?

Vendredi 27 juillet 2012, par Audrey Garric, Archives [LeMonde.fr](#)

[NOTE DE NYOUZZDÉS : La fin de la civilisation industrielle va arriver beaucoup plus tôt que cela (à cause non de l'environnement mais du pétrole. Je paris sur une baisse de 50% de la population mondiale d'ici... 2030 (comme Yves Cochet). Et même possiblement plus tôt que cela encore selon les indices que nous avons aujourd'hui en octobre 2014.]



C'est la rumeur qui enflamme la Toile depuis plusieurs semaines : les écosystèmes de la planète pourraient connaître un effondrement total et irréversible d'ici 2100. A l'origine de cette prophétie apocalyptique, non une secte d'illuminés, un médium en manque de publicité ou le dernier blockbuster américain en vogue. Non, l'allégation est issue d'une étude de la

très sérieuse revue *Nature*, référence parmi les publications scientifiques. La thèse ? L'environnement, sous l'effet des dégradations causées par l'homme, pourrait franchir un point de non-retour avant la fin du siècle.

Dans *Approaching a state-shift in Earth's biosphere*, les auteurs, 22 chercheurs appartenant à une quinzaine d'institutions scientifiques internationales, alarment sur une perte de la biodiversité de plus en plus rapide et une accélération des changements climatiques.

Selon l'étude, presque la moitié des climats que nous connaissons aujourd'hui sur la Terre pourraient bientôt avoir disparu. Ils seraient ainsi remplacés, sur entre 12 % à 39 % de la surface du globe, par des conditions qui n'ont jamais été connues par les organismes vivants. Et ce changement s'effectuerait de manière brutale, empêchant les espèces et écosystèmes de s'y adapter.

Les bouleversements des milieux naturels ont toujours existé, rappelle l'étude, que ce soit à une échelle locale - au niveau des bassins ou des récifs coralliens par exemple -, régionale - il y a 5 500 ans, le Sahara était constitué de prairies fertiles - ou planétaire. La Terre a ainsi connu sept grandes crises : l'explosion cambrienne, il y a 540 millions d'années, les cinq extinctions massives qui ont anéanti pour certaines jusqu'à 90 % de la vie sur Terre et le passage de la dernière période glaciaire à notre époque, il y a 12 000 ans.

Mais alors que l'explosion cambrienne et le réchauffement de l'Holocène ont été déclenchés par des catastrophes naturelles, des changements dans la composition des océans et de l'intensité solaire, une nouvelle pression est aujourd'hui exercée sur les écosystèmes : celle de 7 milliards d'êtres humains - et 9 milliards en 2050.

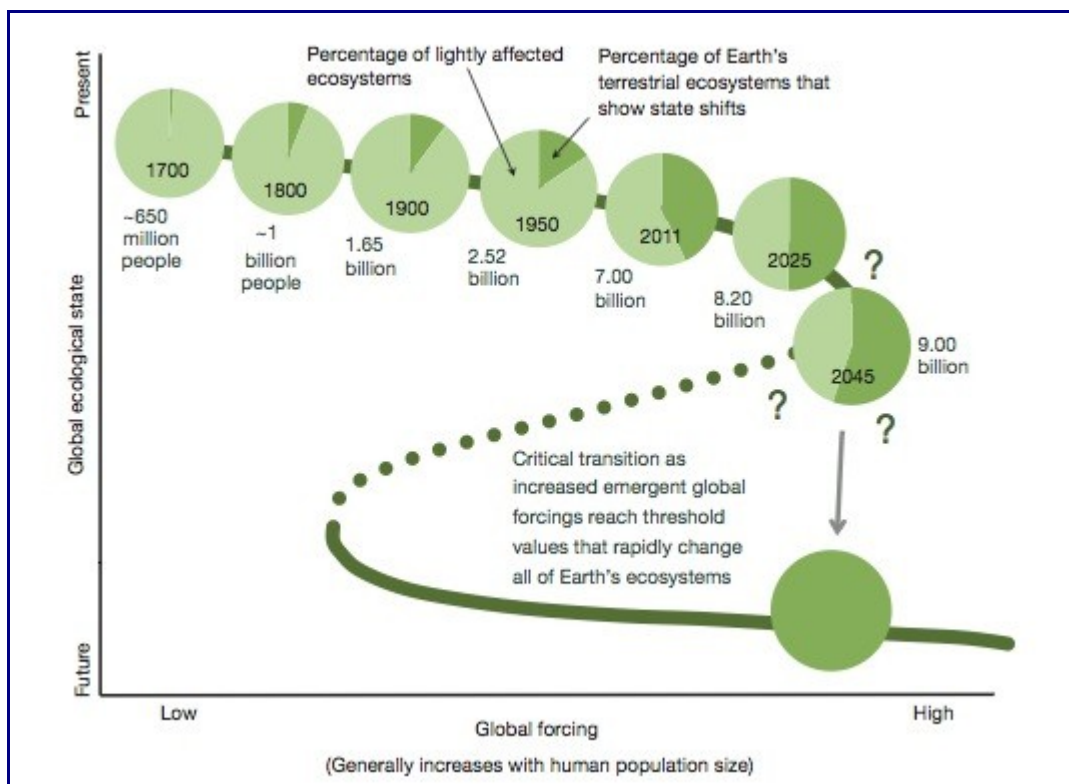
"A l'époque où la planète est passée d'une période glaciaire à celle actuelle, interglaciaire, des changements biologiques des plus extrêmes sont apparus en seulement mille ans. A l'échelle de la Terre, c'est comme passer de l'état de bébé à l'âge adulte en moins d'une année. Le problème, c'est que la planète est en train de changer encore plus vite aujourd'hui", explique Arne Moers, co-auteur de l'étude et professeure en biodiversité à l'université Simon Fraser de Vancouver.

Et la chercheuse de poursuivre : *"La planète ne possède pas la mémoire de son état précédent. Nous prenons un énorme risque à modifier le bilan radiatif de la Terre : faire basculer brutalement le système climatique vers un*

nouvel état d'équilibre auquel les écosystèmes et nos sociétés seront incapables de s'adapter. [...] Le prochain changement pourrait être extrêmement destructeur pour la planète. Une fois que le seuil critique sera dépassé, il n'y aura plus de possibilité de revenir en arrière."

D'après l'étude, ce seuil correspondrait à l'utilisation de 50 % des ressources terrestres. Or, aujourd'hui, 43 % des écosystèmes terrestres sont déjà utilisés pour subvenir aux besoins des hommes. Un tiers de l'eau douce disponible est par ailleurs détourné pour un usage humain. Les taux d'extinction des espèces sont à des sommets jamais atteints durant l'ensemble de l'évolution humaine - de 10 à 100 fois le rythme naturel d'extinction constaté par les scientifiques sur une période de 500 millions d'années, alors qu'il pourrait être bientôt 10 000 fois supérieur. Et les émissions de CO₂ ont augmenté de 35 % depuis l'ère pré-industrielle du fait de la combustion d'énergies fossiles.

L'évolution de l'utilisation des sols au cours des siècles, alors que la population mondiale augmente :



"Au vu de ces éléments, on peut affirmer qu'un basculement est très plausible au cours du siècle prochain", assure Anthony Barnosky, paléobiologiste à l'université de Californie à Berkeley. Toutefois, d'importantes incertitudes demeurent : "Il s'agit de savoir si ce changement planétaire est inévitable et,

si oui, dans combien de temps il surviendra."

Une prudence partagée par nombre de scientifiques qui ont lu l'étude. Pour Brad Cardinal, biologiste à l'université du Michigan, interrogé par le magazine américain *Wired*, cette recherche est probante mais pas concluante : *"Ce n'est pas la première fois qu'une étude du genre est publiée. Seul le temps nous permettra de savoir si ces résultats se vérifient ou pas."* "Il faut se méfier de l'interprétation qui en est faite dans certains médias, selon lesquels la Terre pourrait ne pas atteindre le XXII^e siècle. La planète ne va pas disparaître avant 4 milliards d'années et elle restera habitable bien longtemps encore. Mais les dégradations en cours vont affecter nos conditions de vie", tempère de son côté le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans une interview au magazine belge *Le Vif/L'Express*.

Reste qu'un véritablement changement des modes de vie est nécessaire et urgent. Les 22 scientifiques de l'étude proposent aux gouvernements d'entreprendre quatre actions immédiates : diminuer radicalement la pression démographique ; concentrer les populations sur les zones enregistrant déjà de fortes densités afin de laisser les autres territoires tenter de retrouver des équilibres naturels ; ajuster les niveaux de vie des plus riches sur ceux des plus pauvres ; développer de nouvelles technologie permettant de produire et de distribuer de nouvelles ressources alimentaires sans consommer davantage de ressources.

Les banques centrales n'ont plus les moyens de poursuivre leur manipulation haussière des marchés d'actions

Pierre Leconte , Forum monétaire de Genève, 17 octobre 2014



Tout le monde sait bien que le prix de la plupart des actifs financiers n'est plus depuis longtemps déterminé par le marché libre mais par les banques centrales. Or, depuis le début 2014, les marchés d'actions, après avoir été poussés pendant des années au maximum de leur sur-évaluation par lesdites banques centrales, faisaient du sur-place, sans pouvoir monter plus haut, étant donné que ces banques centrales avaient atteint leurs limites en matière de Quantitative Easing et de baisse des taux d'intérêt à court terme comme de création monétaire artificielle (compte tenu de leurs bilans pourris déjà hypertrophiés qui ne pouvaient plus être augmentés et de l'endettement massif des États lui-aussi difficilement extensible), ni baisser vraiment, étant donné que le troupeau des investisseurs les achetait sur toute faiblesse. C'étaient les obligations d'État, sous-évaluées par rapport aux actions, qui remontaient puisque la stagnation-récession-déflation s'installait un peu partout et que, de ce fait, les taux d'intérêt à moyen et long termes baissaient en même temps que les prix des matières premières dont la demande chutait. Finalement, ce mois-ci, les actions ont lâché et les obligations ont explosé à la hausse. Le mécanisme des VASES COMMUNICANTS entre actions et obligations a parfaitement fonctionné puisqu'en réalité, depuis la suppression du prix de l'or par les banques centrales occidentales, il n'y a plus de choix qu'entre deux actifs principaux de papier alternatifs tant que durera la GRANDE DÉFLATION.

Notre scénario de baisse des actions et de hausse des obligations (aux USA tout au moins) n'est en rien modifié d'autant plus que, au plan géopolitique, les USA ont entraîné leurs alliés-supplétifs dans toutes sortes d'aventures militaires (au Moyen Orient) et de déstabilisations (de la Russie, de la Chine et autres BRICS) dont on sait qu'elles finiront lamentablement.

-

<http://www.youtube.com/watch?v=yIScXKAnLnk>

-

<http://news360x.fr/joe-biden-admet-les-etats-unis-force-les-pays-lue-adopter-sanctions-contre-russie/>

La guerre permanente contre le monde entier comme méthode de gouvernement des USA:

<http://davidstockmanscontracorner.com/why-we-have-permanent-war-the-progressive-idea-and-washingtons-quest-for-empire/>

-

Nous avons, cependant mercredi 15 et jeudi 16, pris les profits sur toutes nos positions longues en obligations (TLT, TMF, etc.) parce que notre premier objectif de baisse des taux US à 10 ans vers 2% a été atteint et qu'il est probable que ces taux remonteront temporairement (il faut bien que les marchés respirent), ce qui nous permettrait alors de reprendre lesdites positions obligataires longues, avant que finalement les taux US à 10 ans s'effondrent en direction de leurs plus bas de 2012 vers 1,50% (voire moins) courant 2015.

Probable correction des obligations d'Etat US (TLT) avant leur explosion finale à la hausse:

Nous pensons que les sommets récents des principaux indices d'actions ne seront plus franchis à la hausse avant longtemps et que la probabilité de leur forte chute est maintenant inéluctable à terme de quelques semaines ou de quelques mois. Tout simplement parce qu'il n'y aura pas de QE 4 aux USA ni de QE 1 en zone euro (seulement des rachats de créances bancaires et de dérivés de crédit du style ABS), manipulation ne servant en rien la croissance économique mais ne faisant au contraire que perpétuer la survie parasitaire des « canards boiteux » au prix de l'accroissement sans fin des déficits publics et privés. De telle sorte que l'inévitable retour à une relative normalisation monétaire va enfin permettre à la dynamique de saine « destruction créatrice » de la bulle des actions de s'enclencher. A cet égard, l'Allemagne ne consentira pas à plus de laxisme de la part de la BCE, ni à une politique budgétaire dite « de relance » en zone euro, se traduisant par plus de dettes sans du tout améliorer l'économie.

Embellie qui, à l'évidence, ne reviendra en France et dans les pays du « Club Med » européen qu'à la double condition de casser l'euro par le retour aux monnaies nationales, tout en sortant du carcan de l'Union européenne, et de baisser au maximum tous les impôts (au lieu de diminuer les salaires déjà misérables ou la protection sociale sans laquelle la paupérisation des populations s'aggraverait, ainsi que le pratique le gouvernement Hollande-Valls qui mène la France dans le mur).

-

<http://news360x.fr/olivier-delamarche-on-continue-a-sendetter-et-on-ne-fait-aucune-reforme/>

-

Même les européistes admettent que l'Union européenne a atteint une situation chaotique sans issue:

<http://www.attali.com/actualite/blog/geopolitique/quelque-chose-va-se-passer>

- A noter aussi que la mondialisation sauvage, qui a soutenu les actions en permettant à certaines entreprises multinationales d'enregistrer des profits importants, est maintenant en situation de s'inverser étant donné que le virus Ebola (qui devrait contaminer de plus en plus de gens partout, compte tenu de l'incapacité des politiciens occidentaux de prendre les mesures radicales pour en stopper la propagation, telle que la mise en quarantaine de la moitié de l'Afrique) comme plusieurs conflits armés, religieux ou révolutionnaires, sont en passe de paralyser les échanges internationaux de populations et de marchandises. Ce qui évidemment fera chuter les profits desdites entreprises.

- L'extension maximale du DJIA semble avoir été atteinte et ouvrir la voie à son retournement durable à la baisse:

- Quant à l'or et à l'argent-métal, leur reprise récente ayant été pitoyable, et les actions des sociétés minières étant toujours au tapis, nous avons recommencé à modérément vendre ces deux métaux (en achetant des options puts sur le COMEX). D'autant que la correction temporaire à la hausse de l'euro/dollar US (de 1,25 à 1,2880) semble s'essouffler (du fait de la situation économique-politique abominable de la zone euro) et que la plupart des autres métaux (platine, palladium, cuivre, etc.) et matières premières (pétrole par exemple) ne donnent pas de signe d'arrêt de leurs chutes qui, à terme, pourraient entraîner les prix de l'or et de l'argent-métal beaucoup plus bas dans un contexte de krach ultérieur des actions.

- Faire chuter le prix du pétrole permet aux USA d'affaiblir la Russie de Poutine:

<http://www.bloomberg.com/news/2014-10-14/putin-loses-his-best-friend-expensive-oil.html>

Mais une chute du pétrole en dessous de 80 USD le baril mettrait en péril la rentabilité de la production US de pétrole et de gaz de schiste:

<http://www.moneynews.com/Economy/Shale-oil-boom-subside/2014/10/12/id/600222/>

-

L'objectif de baisse de l'euro/dollar US reste vers 1.20.

<http://economie2011.wordpress.com/>

Jim Rogers sonne l'alarme: 'Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau'

Posté par Benji, Les Moutons enragés, 19 octobre 2014

Cela fait longtemps que l'excellentissime Max Keiser explique que c'est foutu, et que cela va inévitablement « se casser la gueule »! Et la situation est de plus en plus tendue, tant et si bien qu'il en devient extrêmement difficile de cacher la situation réelle si ce n'est à la télévision, puisque dans cet éternel média-menteur, il y a toujours des sujets plus importants comme le week-end ensoleillé et ceux qui en profitent pour aller à la plage, pathétique...

Cette fois-ci, ce sont deux économistes de renom qui lâchent le morceau: Jim Rogers, investisseur international et co-fondateur renommé de Quantum Fund, qui est aussi un des intervenants favoris des chaînes dédiées à la finance des médias américains, et Albert Edwards, stratège à la société générale.

Les choses se vérifient donc, et l'heure n'est plus à se demander si un krach financier est possible, ni si cela va arriver, la seule question qui compte réellement est de savoir QUAND? Et à voir toutes les réparations actuellement, on ne peut que penser que c'est imminent. Serait-ce ce dont a parlé Jacques Attali dans son dernier billet?

= = =

Jim Rogers sonne l'alarme: 'Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau'

par Audrey Duperron · 17 oct. 2014 Express.be



Aux Etats-Unis, les mouvements de la bourse sont symbolisés par un taureau (bull) quand ils sont à la hausse, et par un ours (bear) quand ils sont à la baisse.

Après avoir été « bullish », c'est-à-dire haussières pendant près de 5 ans, les bourses internationales ont violemment décroché cette semaine, elles sont redevenues « bearish » (baissières).

Le retour de l'ours n'est pas une surprise pour Jim Rogers, l'investisseur international et co-fondateur renommé de Quantum Fund, qui est aussi un des intervenants favoris des chaînes dédiées à la finance des médias américains. Depuis un certain temps, Rogers mettait en garde ses auditeurs contre une violente correction des cours de la Bourse de Wall Street.

Rogers s'est toujours opposé à la politique monétaire américaine menée par l'ancien président de la Fed, Ben Bernanke, basée sur le quantitative easing, c'est-à-dire l'impression de monnaie pour stimuler la croissance économique. L'année dernière, alors qu'il participait à un atelier consacré aux perspectives économiques à Santiago du Chili, il a déclaré : « [Ben Bernanke] est un homme qui ne comprend pas l'économie, il ne comprend pas les finances, il ne comprend pas les devises, tout ce qu'il comprend, c'est l'impression d'argent. Toute sa carrière intellectuelle a été consacrée à l'étude de l'impression d'argent, et vous savez, on lui a confié les planches à billets. Et il a dit : +Je vais faire tourner les planches à billets aussi rapidement que je le peux+. »

Cette semaine, Jim Rogers n'a qu'une seule recommandation: « Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau ». Ce qui signifie qu'il est urgent de se débarrasser de ses portefeuilles d'actions parce qu'il anticipe un krach. Selon Rogers, nous payons enfin les conséquences de la politique monétaire que la Fed a menée au cours des dernières années.

La vision de Rogers est évidemment une opinion subjective, mais il obtient le soutien d'un économiste très fameux pour son pessimisme, mais qui se vante d'avoir averti ses suiveurs de la crise asiatique, et de la crise financière de 2008 : Albert Edwards, le stratège de la Société Générale. Tous deux estiment que le château de cartes de la création de dettes et de l'impression de monnaie est en train de s'écrouler...



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=HT5_vkCfInI

Fed et assouplissement quantitatif : certaines choses ne changent jamais

20 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

- Vive James Bullard, gouverneur de la Fed ! Les actions ont tout juste commencé à décliner... le S&P 500 n'a perdu que 7,4% par rapport à son récent sommet du 18 septembre... et M. Bullard prépare déjà le QE4. Mais où est la preuve — pratique ou théorique — que l'assouplissement quantitatif fonctionne ?

Il est bien dommage que les philosophes de comptoir, les politiciens et les banquiers centraux ne soient pas soumis à l'amende. Après tout, les constructeurs de ponts et les gestionnaires de fonds subissent honte et ruine lorsque leurs projets s'effondrent. Ne pourrait-on pas trouver aussi une forme de punition appropriée pour les empêcheurs de tourner en rond ? De préférence avant que leurs programmes insensés soient mis en place. Par exemple : lorsqu'ils affirment une chose qui n'est pas garantie par des preuves rigoureuses, ils devraient perdre une année de revenus... ou être châtrés. Peut-être que ça les ralentirait.

Oui, cher lecteur, les choses s'arrangent à peu près comme prévu.

C'est-à-dire d'une manière qui semble cohérente du point de vue de la logique mais reste néanmoins incompréhensible.

La liquidité s'assèche. La volatilité est de retour. Les feuilles tombent. Les investisseurs deviennent nerveux. Et les gouverneurs de la Fed promettent plus de *cash* et de crédit — alors qu'ils n'ont ni l'un ni l'autre en réalité.

Vous vous rappellerez que les actions ont chuté quand le QE1 et le QE2 ont

pris fin. Pourquoi ne chuteraient-elles pas maintenant que le QE3 s'achève ? Ce sera le cas sans aucun doute. Et tout le monde se mettra à courir dans une direction prévisible — mais absurde.

Bertrand Russell a écrit son célèbre livre en 1909. Appelé *Les Problèmes de la Philosophie*, il soulevait des questions sur la manière dont nous connaissons les choses, et comment prouver que ce que nous pensons savoir est vrai.

▪ **Les problèmes des *Problèmes de la Philosophie***

Il s'avère que l'univers est bien plus complexe que nos meilleurs philosophes parviennent à le comprendre (sans parler de Bertrand Russell), que notre langage peut le décrire ou que notre logique simplette peut l'illustrer.

Vous nous dites par exemple que "tous les politiciens mentent toujours". Nous demandons : "comment le savez-vous ?"

"De source sûre", me répondez-vous. "Un sénateur me l'a dit".

Hmmm. Que savons-nous désormais ? Pas grand'chose. Le sénateur est peut-être une source sûre au sujet des canailles du Sénat — mais il est disqualifié en tant que source honnête d'opinion ou d'observation.

Quand bien même le soleil s'est levé tous les jours auparavant, a écrit Russell en substance, nous n'avons aucune raison de nous attendre à ce que le soleil se lève demain.

Là, ce pauvre Bertrand avait tort. Nous avons toutes les raisons de penser qu'il va se lever. Simplement, nous n'en sommes pas certains. C'était le problème du "cygne noir" tel qu'expliqué un siècle plus tard par Nassim Taleb.

Peut-être qu'une fois de temps en temps, très rarement, le soleil ne se lève pas... des cygnes noirs apparaissent... et on entre dans une nouvelle ère. Mais nous n'abordons ce sujet que pour rappeler à nos lecteurs qu'on est généralement dans la même bonne vieille ère. Pour l'instant, le soleil apparaît encore à l'heure. Un baiser reste un baiser. Les marchés boursiers montent *et* baissent.

Voilà ce que nous tenons pour acquis. Cela a toujours été ainsi — et ça le restera.

Il y a tout de même quelque chose de très nouveau sur notre planète bleue :

des banques centrales qui pensent pouvoir réussir là où les philosophes échouent. Sans autre explication, elles pensent savoir où le Dow devrait être. Jamais encore durant la longue et comique histoire de l'humanité et de son argent les banquiers n'ont été si intéressés par les prix des actifs. Ils créent désormais de l'argent — à partir de rien — expressément pour les faire grimper.

Si ces prix devaient chuter — comme ils le font naturellement de temps en temps — vous pouvez être certain qu'un benêt comme Bullard ne perdra pas une minute avant de sortir la lance à incendie.

« L'amendement Gattolin/Joly, une idée juste... »

Charles Sannat 20 Octobre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, au cœur de mon travail, il y a la préoccupation de la justesse intellectuelle au-delà de tous les clivages. La situation à laquelle nous sommes confrontés nécessite, et nécessitera encore plus lors de l'aggravation qui ne manquera pas d'arriver, de l'unité, du calme, de la pondération et de l'honnêteté intellectuelle.

Si beaucoup parmi nous, et je m'englobe bien volontiers dans le lot, sont dubitatifs sur l'utilité du Sénat, si beaucoup parmi nous, et j'en fait sans conteste partie, sont pour le moins dubitatifs vis-à-vis de l'écologie coercitive et punitive notamment à travers l'alourdissement d'une fiscalité déjà difficilement supportable par ce qui reste des classes moyennes de notre pays, il n'en demeure pas moins que j'ai trouvé l'amendement porté par les sénateurs Gattolin et Joly parfaitement adapté et je considère qu'il est important de le promouvoir publiquement, compte tenu du peu d'audience que cela suscite pour l'instant.

Fonds européen de résolution bancaire : ce n'est pas aux citoyens de payer pour les banques !

« Le Sénat français examinera demain un amendement des écologistes visant à faire économiser à l'État français plus de 5 milliards d'euros dans le cadre de la prévention du risque bancaire systémique.

Depuis la crise de 2008, un Fonds de résolution bancaire a été mis en place

par l'Union européenne, dans le but d'éviter la propagation à l'ensemble du système financier de l'éventuel défaut d'une banque. Ce fonds doit être alimenté par des contributions des principales banques européennes sur une durée de 8 ans.

Or, en l'état actuel, pour les banques françaises, ces contributions sont déductibles pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés. Si l'on retient l'hypothèse en cours d'une contribution française à hauteur d'environ 30 % du montant du fonds, ce sont donc plus de 5 milliards d'euros de manque à gagner fiscal que coûtera à l'État la mise en place de ce fonds, pourtant censé préserver les finances publiques des erreurs privées.

Pour Eva Joly, députée européenne Verts/ALE, membre de la commission affaires économiques et monétaires : « La France, comme d'autres pays membres de l'Union Européenne, doit aujourd'hui faire le choix de la cohérence entre les discours et les actes. Les réformes trop peu ambitieuses du système bancaire n'ont pas mis fin au système de subventions implicites et explicites de l'État aux banques « Too Big to Fail ». Partant du principe que, quoi qu'il arrive, la puissance publique leur viendra en aide, ces dernières sont incitées à s'endetter et à prendre toujours plus de risques, sans pour autant servir l'économie réelle. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas accepter cette déductibilité fiscale. Le message envoyé aurait des répercussions désastreuses sur les batailles que les écologistes et l'ensemble des progressistes sincères mènent au sein des institutions européennes pour que cesse l'économie casino. »

André Gattolin, sénateur écologiste des Hauts-de-Seine et vice-président de la Commission des finances, a donc déposé un amendement (1) au projet de loi d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, visant à supprimer la déductibilité fiscale des contributions des banques au Fonds de résolution bancaire européen.

Pour le sénateur : « L'État va devoir déboursier environ 650 millions d'euros par an pendant 8 ans pour prévenir les erreurs des banques, ce qui est totalement contradictoire avec l'esprit du Fonds de résolution. Cette décision est stupéfiante, alors que l'heure est aux coupes tous azimuts dans les dépenses publiques et que l'on a vu, à travers l'exemple de BNP et de sa facilité à absorber son amende de 8,9 milliards de dollars, le confort des marges des banques. » »

Des arguments de bon sens et la nécessité de remettre le système bancaire à sa juste place économique.

650 millions d'euros chaque année pendant 8 ans... voilà le coût de cette mesure si cet amendement n'était pas adopté au moment même où l'on va économiser 800 millions d'euros par an... en mettant fin à l'universalité de nos allocations familiales.

À la vue des profits monumentaux réalisés par les banques qui se portent officiellement très bien, qui sont solides et qui ne font plus peser de risques systémiques (version officielle, car officieusement nous continuons à danser sur un volcan), je ne vois pas pourquoi les fonds que les banques sont censées mettre dans ce fonds européens de résolution bancaire devraient être déductibles des impôts même si comptablement cela peut se justifier puisqu'il s'agit d'une « charge » (dépense) et que toutes les charges sont, par définition, déductibles.

La privatisation des gains et la socialisation des pertes

C'est par cette simple phrase que l'on peut résumer l'essentiel de l'action de lobbying du système bancaire international qui a tout fait depuis des années dans une espèce de course à la taille critique pour devenir « too big to fail ». Ce résultat ne doit rien au hasard, il s'agit d'une volonté délibérée des grandes banques et du monde de la finance (que l'on parle de la bonne ou de la mauvaise).

Il est déjà trop tard pour les réponses collectives. Préparez-vous individuellement dans le cadre de votre responsabilité personnelle et restez à l'écoute.

Alors cet amendement ne verra sans doute jamais le jour, les banques sont évidemment beaucoup plus fragiles que l'on nous l'annonce et de la même façon qu'il va falloir à nouveau sauver la Grèce fin 2014 avec un nouveau plan d'aide pour qu'Athènes boucle son budget 2014, la collectivité devra à nouveau recapitaliser ou sauver certaines grandes banques puisqu'à chaque secousse financière ou boursière apparaît tôt ou tard une banque morte flottant à la surface.

Les banques ne sont pas nos amies et ne nous veulent pas du bien. Il est naïf de vouloir le croire. Alors tirons-en les conclusions. C'est la raison pour

laquelle je soutiens sans réserve cet amendement quand bien même je puisse être encore une fois plus que critique vis-à-vis de l'écologie punitive.

À demain... si vous le voulez-bien !!

Italie, vers la faillite. Le FMI appelle à une restructuration de la dette italienne

C'est un article de fin septembre qui avait échappé à ma « sagacité » mais qui avait été repris par l'excellent site d'Olivier Berruyer (les-crisis.fr).

En gros, il va falloir sauver l'Italie, alors oui l'Italie est plus ou moins en excédent primaire surtout moins que plus, vu qu'en Italie on « oublie » de payer les fournisseurs de l'État... Bref, on use et abuse de quelques artifices comptables et je suis relativement dubitatif sur un excédent primaire budgétaire, fut-il plus ou moins crédible cette année.

Bref, voici ce qu'en dit ce journal allemand en allemand dans le texte.

Lentement, les raisons pour lesquelles le chef de la BCE Mario Draghi est si désireux d'acheter des obligations euro-gouvernement deviennent claires : l'Italie semble au bord de la faillite nationale.

Le FMI recommande « une coupe de cheveux » (on dit « haircut » en anglais, ce qui fait vachement plus sérieux, et cette histoire de pilosité sur le haut du crane cache juste le terme « faillite »)...

En gros, il va falloir alléger la dette italienne et de toute façon, jamais l'Italie ne pourra rembourser le quart de la moitié de ce qu'elle doit... en particulier aux banques allemandes et françaises, ce qui ne va pas aller sans poser de menus problèmes de solvabilité internationale. Évidemment, le cas de l'Italie est plus que systémique.

Heureusement, Ebola est là pour nous faire penser à autre chose de nettement plus important que la dette italienne.

Charles SANNAT [Source ici](#)

LE MYTHE de la garantie des dépôts de 100 000 euros. Le cas bulgare !!

Un petit article du *Monde* sur les clients en colère d'une banque en Bulgarie, oh rien de grave, juste des gens ruinés et pas contents, ce qui est assez normal.

En effet, « leurs comptes restent bloqués dans les coffres de la quatrième banque du pays depuis la mystérieuse panique qui a mis à terre l'établissement, en juin. Selon le site d'information bulgare Novinite, entre 200 000 et 500 000 particuliers mais aussi collectivités et organisations publiques sont concernés ».

Bon, pour le moment, les gens n'ont toujours pas vu la couleur du concept de « dépôt garantis ». Eh oui, là-bas c'est comme ici, c'est l'Europe et normalement les dépôts sont garantis jusqu'à 100 000 euros sauf quand l'État censé vous donner cet argent ne l'a pas non plus évidemment... Alors l'Europe peut se rouler par terre, pour le moment et depuis plusieurs mois les clients ne voient rien venir.

Cela doit vous permettre de prendre conscience que la garantie des dépôts est un mythe... Un mythe pas inutile dans la mesure où il est censé rassurer les gens, éviter les paniques et donc précipiter les faillites bancaires. Alors certes c'est une bien belle histoire, comme le père Noël, mais vous être désormais de grands enfants, inutile de croire que des pays en faillite puissent, en cas de gros problème, venir rembourser 100 000 euros par personne dans les banques.

Une fois compris cela, peut-être que vous « débancarisez »... ou pas, mais dans ce cas, cela ne servira à rien d'aller vous mettre en colère le jour de la grande ruine, vous n'aurez plus qu'à vous en prendre qu'à vous-même. Vous saviez...

Charles SANNAT [Source ici, journal *Le Monde*](#)

[Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble dit « nein » à des investissements payés par la dette](#)

Vous pourrez lire dans cet article de *La Tribune* que « le ministre des Finances allemand reconnaît que son pays a besoin d'investir mais il refuse de le faire par de la dette publique », même si Wolfgang Schäuble a jugé « légitime » la critique sur la faiblesse de l'investissement dans son pays.

Encore une fois, nos amis Allemands font face à un vieillissement très important de leur population comparable à celui du Japon, et un endettement excessif est dans ce cas parfaitement destructeur pour une économie. C'est ce qu'il se passe au Japon où le poids des dettes empêche toute possibilité de croissance présente et future et cela dure depuis presque 30 ans.

Les Allemands se refuseront donc assez logiquement à utiliser la planche à billets (pour eux, c'est ce qui explique le nazisme et la ruine de l'Allemagne) et l'endettement pour ne pas sombrer dans une déflation à la japonaise.

Le reste de l'Europe, y compris la France, n'est donc pas sorti de l'auberge.

Charles SANNAT [Source La Tribune ici](#)

« C dans l'Air »... mieux vaut ne pas avoir d'assurance vie !!

Comme vous pourrez le voir dans cette émission de « C dans l'Air » du 15 octobre, on commence enfin à parler des dangers de l'assurance vie libellée, pour la grande majorité des contrats, en obligations d'États surendettés. Alors comme cette intervenante que je vous laisse découvrir, la décision à prendre est assez facilement compréhensible. « Je n'ai plus d'assurance vie » déclare-t-elle au détour de la conversation.

Des propos à méditer pour toutes celles et ceux qui hésitent encore à prendre des décisions fermes dans la réallocation de leur patrimoine.

Vous pouvez toujours ne rien faire, mais ne vous leurrez pas : à un moment ou un autre, vous perdrez tout ou partie de votre épargne.

Charles SANNAT <http://www.lecontrarien.com/c-dans-lair-mieux-vaut-ne-pas-avoir-dassurance-vie-20-10-2014-patrimoine>

L'effet boomerang de la crise

Charles Sannat 20 octobre 2014

Ça y est, nous y sommes, ou plus exactement, nous y sommes à nouveau. L'indice VIX de volatilité S&P 500 est passé en alerte orange, au-dessus de 27 donc à un niveau proche de celui de 2011, les marchés européens dévissent, le Dow Jones trébuche méchamment cette semaine... L'or a donc logiquement commencé à remonter, ne loupez pas le coche !

Le flop des marchés dans le monde

Attention, le « gros hoquet des marchés », comme le qualifie François Leclerc dans sa note du 16 octobre sur le blog de Paul Jorion, est probablement un signe avant-coureur de répliques sismiques qui vont aller en s'intensifiant. Ne vous fiez pas aux rebonds techniques des marchés qui, vous le savez bien si vous suivez le cours de l'or (papier), sont dérisoires. Les

fondamentaux restent extrêmement négatifs, ils ont juste été tus par la presse généraliste depuis le pic de la crise en 2008.

« Les marchés financiers ont hier perdu pied et Wall Street en a donné le signal à la suite de la publication de trois indicateurs indiquant une baisse des ventes au détail aux États-Unis, un fort ralentissement de la production industrielle dans la région de New York et un accroissement des stocks des entreprises », indique François Leclerc. Le CAC 40 remonte ce jour, mais le Dow Jones est toujours en baisse. « Sans surprise, le cours de l'or montait et ceux des matières premières industrielles et du pétrole poursuivaient leur lente baisse. » Ce qui prouve que les investisseurs n'ont pas encore perdu leur bon sens.

L'Europe à bout de course

Non, le secteur bancaire en Europe n'est pas sorti de l'ornière grâce aux injections de liquidités massives. « 70 % des banques européennes sont en état de quasi-faillite » affirme Charles Gaves, du Think Tank Institut des Libertés, dans cette interview de BFM Business du 13 octobre dernier.

La plupart des banques ne disposant que peu de fonds propres, elles sont « dans une situation abominable ». Les cours de la bourse indiquent que les banques financières européennes ont en général perdu les $\frac{3}{4}$ de leur valeur depuis 7 à 8 ans. Depuis l'arrivée de l'euro, ce n'est plus l'argent qui est au centre du système mais le prix des actifs (en particulier celui des obligations d'État) qui ne circule pas dans l'économie réelle.

La situation peu brillante de la France

Ça y est, nous y allons, vers la « grécification » de la France. Le plafond de la dette française a franchi les 2 000 milliards d'euros. Conséquence logique de cette mauvaise tenue du budget, la note de la France a été abaissée par Standard and Poor's qui a révisé la perspective de la note de solvabilité à long terme « AA » à « négative » contre « stable »...

Alors, faut-il être pessimiste par rapport à l'avenir économique de la France ? Nous aurions du mal à vous convaincre du contraire. Charles Sannat répond aux questions de Nicolas Doze sur le plateau de BFM Business.

Dans l'édition n°536 du Contrarien, Charles Sannat explique aussi pourquoi « il n'y a plus de raison d'espérer », si vous voulez vous faire une idée sur la

question. Et il n'est pas le seul à s'en inquiéter.

Attali, Cassandre des temps modernes

Jacques Attali n'est pas connu pour son optimisme. On peut penser ce que l'on veut de lui, mais les prévisions pessimistes qu'il énumère sur Slate le 15 octobre dernier sont fondées... puisqu'elles sont déjà là et ne vont faire que s'accroître dans les 18 prochains mois : épidémie du virus Ebola, menaces terroristes, instabilité de la Chine, politique monétaire expansionniste des États-Unis qui vont conduire à l'effondrement monétaire du dollar, Europe en déflation, plafond record de la dette française... Faut-il un fléau de plus pour vous convaincre de l'effondrement prochain du système ? Son conseil : la peur est mauvaise conseillère, la bonne attitude consiste à anticiper sur tous ces risques. Se préparer au pire des cas consiste notamment à emmagasiner de l'or physique avant que les primes des pièces d'or s'envolent...

Le meilleur rempart anti-crise : l'or

Rappelez-vous d'une chose : en 2008, au plus fort de la crise, lorsque le cours de l'or dévissait lui aussi, la prime du Napoléon s'est envolée et son prix aussi. Face à une réplique imminente de la crise, il convient de se « débancaiser » le plus possible avant que votre épargne continue d'être spoliée, en plus d'une baisse évidente du pouvoir d'achat. Il existe des solutions : cartes de paiement hors-circuit bancaire comme la Vera Carte, épargne en or hors banque donc non « spoliable »...

Et diversifiez autant que possible dans des produits tangibles !

[Vers le suicide économique de l'Ukraine ?](#)

Par OilPrice.com - oilprice.com
Publié le 20 octobre 2014

L'Ukraine est sur le point de commettre son suicide économique. Suite à l'imposition d'une taxe de 55% aux producteurs privés d'énergie qui handicape fortement l'économie, le Parlement se prépare actuellement à voter le budget de l'année prochaine, qui ne devrait être qu'une continuation du plan budgétaire de 2014.

Le vote budgétaire du 14 octobre – qui a déjà un mois de retard – est une condition requise par la prochaine tranche de crédit offerte par l'Union européenne. Mais si le plan budgétaire attendu était adopté, les producteurs

indépendants de gaz de tout le pays s'en trouveraient étouffés, l'indépendance énergétique tant attendue de l'Ukraine dissipée, et l'économie du pays en plus grande difficulté encore.

« La tentative de Kiev d'imposer une discipline financière pour financer la guerre à l'est et combattre la crise économique ne fonctionne pas. La conséquence en sera le suicide économique du pays », a dit Robert Bensch, qui détient une majorité des parts de Cub Energy, le quatrième producteur énergétique indépendant du pays.

Le président ukrainien Petro Poroshenko a signé le [nouveau code des impôts](#) le premier août, doublant ainsi les taxes imposées aux producteurs indépendants d'énergie du pays, et remettant en question tout nouveau projet ou investissement des producteurs qui opèrent déjà dans le pays.

Pour l'heure, le [nouveau code restera en application](#) jusqu'à la fin de cette année. Jusqu'en 2015, les sociétés indépendantes productrices de gaz devront payer 55% de taxes sur leurs revenus tirés d'extractions à moins de cinq kilomètres de profondeur. La taxe s'élevait auparavant à 28%. Pour toute extraction au-delà de cinq kilomètres, la taxe est passée à 28%, contre 15% auparavant.

Malgré les [tentatives de lobbying](#), le gouvernement intérimaire prévoit de poursuivre son code des impôts l'année prochaine, si le nouveau projet budgétaire était accepté.

La situation économique, à l'aube des élections du 26 octobre, est accompagnée par un sens croissant de pessimisme à l'international.

« Le cabinet du Premier ministre ukrainien, Arseniy Yatsenyuk, a fait grimper les taxes et demandé un renforcement de la discipline fiscale. Ces mesures n'ont cependant pas permis à Kiev de briser le cercle vicieux dans lequel elle se trouve », a décrété [Vladimir Fedorin](#), éditeur pour Forbes Ukraine.

Fedorin a également ajouté que « la liste de candidats aux élections inclue de véritables sociopathes, des activistes civiques, des chefs d'entreprise de second rang, des politiciens de carrière, des escrocs de toutes sortes et des détourneurs de fonds ».

« Le seul groupe qui n'est pas représenté est celui des réformistes – celui des hommes qui comprennent que nous ne devrions pas favoriser des mesures de soulagement de court terme mais plutôt le développement économique

durable ».

Selon Bensch, les perspectives d'avenir sont lamentables. « La taxe sur le gaz ne permettra pas à l'Etat de générer plus de recettes fiscales. Les Ukrainiens se rendent compte qu'il ne s'agit pas d'un problème de génération de revenus mais d'un problème de sécurité énergétique. Kiev décourage les investissements sur le secteur indépendant et détruit toutes les chances qu'a l'Ukraine d'obtenir une indépendance énergétique face à la Russie ».

JKX Oil & Gas Plc, un autre producteur privé, a expliqué un peu plus tôt ce mois-ci la réduction de ses dépenses de capital, afin de faire face à l'impact de la hausse de la taxe sur la production.

Selon JKX, cette hausse de taxe lui coûtera environ [10 millions de dollars](#), un coût qui sera couvert par une réduction de 25% de ses dépenses dans le pays.

Cette taxe est une victoire pour la Russie. « C'est l'économie, et non l'armée russe, qui rapproche l'Ukraine de sa fin », a noté [Walter Kurtz](#), de chez Business Insider.

Les conséquences se feront sentir sur tous les secteurs, puisque cette taxe sur le gaz chasse l'investissement étranger dans son ensemble.

Et ce ne sont pas que les investisseurs internationaux qui perdent confiance en les politiques économiques de Kiev – les déposants domestiques se pressent aussi d'échanger leur capital en dollars. La Banque nationale a été forcée d'imprimer plus d'argent et d'exacerber davantage la dévaluation de sa devise. Le gouvernement pourrait se retrouver à refinancer des banques grâce à de l'argent dont il ne dispose pas, bien plus tôt que nous aurions pu le croire.

A l'approche des élections, le [scepticisme de l'Occident](#) quant à la question ukrainienne se fait de plus en plus ressentir. Plus personne ne croit que le pays mettra en place de vraies réformes, ou sera capable d'accepter une quelconque aide extérieure sans que cette dernière soit absorbée par la corruption.

Les objectifs de Poroshenko de reconstruire l'économie de son pays et de le rendre attractif aux yeux des investisseurs étrangers ne sont plus que des projets au mieux trop ambitieux, au pire impossibles – notamment si la possibilité d'une indépendance énergétique était reléguée au passé par le vote budgétaire du mois d'octobre.

Comme l'a dit Bensch, « obtenir 40 milliards de dollars d'investissements étrangers et joindre l'Union européenne d'ici à 2020 n'est désormais plus qu'un rêve lointain pour ce pays qui fait de ses investisseurs des otages et décourage les nouveaux investissements ».

Source: <http://oilprice.com/Energy/Natural-Gas/Will-U...ic-Suicide.html>

Par James Stafford, Oilprice.com

La voix des zélites...

Patrick Reymond 16 octobre 2014

Les zélites, qui confisquent tout ne s'aperçoivent, pas, finalement qu'ils détruisent le monde qui est leur coquille.

Leur cerveau malade ne s'aperçoivent pas que, comme disait Tibère, "le bon berger, tond son mouton, mais ne l'écorche pas".

D'abord, leur calcul est faux parce que tous n'ont pas fait leur choix, et le choix de s'inféoder à eux.

C'est clair dans les choix chinois, comme russes. S'ils y disposent d'une V° colonne, ils y disposent aussi de solides inimitiés qui ne font que se renforcer.

Aussi, une autre logique se met en place. Pourquoi les oligarques de tels ou tels pays se mettraient au service des oligarques occidentaux ? Le même marigot ne peut avoir qu'un crocodile.

En pleine crise Ebola, on peut se demander aussi quel secours serait d'être riche si le service de santé a été bradé, et qu'il n'est plus en mesure de faire face. Après, on peut imaginer prendre la fuite ? Mais pour où ??? Et, de plus les moyens de communications ne peuvent que périr s'ils ne sont pas rentables et suffisamment utilisés... D'abord par les pauvres.

La tactique servie, d'ailleurs, ressemble beaucoup à celle de l'empire romain ; le chaos dans certains endroits, l'ordre et la loi régnant ailleurs. Seulement, l'ordre et la loi, se réduisent géographiquement de jours en jours. Comme l'empire romain qui abandonna province après province, d'abord de manière lente, puis accélérée.

Actuellement, le tunnel du Mont Blanc a un trafic inférieur de 30 % à celui de 1998. Combien de temps restera t'il vache à lait ? De l'état dans le cas présent. Mais comme le CAC 40 n'est finalement, qu'un reflet de la

consommation énergétique, les riches vont sans doute avoir des jours très pénibles et voir les zéros s'effacer de leurs ordinateurs.

L'épidémie de fièvre Ebola régresse dans les pays qui sont son centre, on y voit le nombre de nouveaux cas, divisés par deux. Les USA y ont envoyé 4 000 soldats, les cubains 165 personnels de santé. La croissance exponentielle n'est pas venue, elle sera là pour une prochaine fois et une prochaine épidémie.

Sans doute l'épidémie actuelle est elle en train d'être maîtrisée, avec peu de moyens, comme l'indique les nouveaux cas qui régressent partout, spécialement au Libéria, avec une division par deux du nombre de cas.

En réalité, l'épidémie d'Ebola est continue depuis 1994. Bien entendu, on ne parle que de cas "officiels". Sans doute, la réalité est bien pire, mais les frontières étatiques n'ont que peu été franchis, malgré le grand n'importe quoi qui règne en Afrique.

Pour pouvoir dominer une société, il faut que cette société, soit un minimum organisée. Sinon, les chefs de bande se poseront vite la question de savoir pourquoi ils partageraient. Ils n'auront pas fait d'études, mêmes bidon, mais sauront parfaitement fendre un crâne en deux.

La caboche d'un médecin, même bac + 12, sera toujours moins résistante que la balle de kalach servie par un moujik illettré.

Un signe de déflation : la pompe bancaire refoule

Posté le 18 octobre 2014 par Bcolmant

Contrairement à une opinion largement répandue, ce ne sont pas les banques centrales qui créent la monnaie, mais bien les banques commerciales.

Bien sûr, la monnaie n'est pas un phénomène spontané et il faut l'amorce des banques centrales. Ces dernières fournissent une indication en matière de taux d'intérêt et permettent aux banques commerciales de se refinancer auprès d'elles, raison pour laquelle elles sont qualifiées de « prêteurs en dernier ressort ».

Les banques centrales créent donc de la monnaie, mais uniquement à titre supplétif.

D'ailleurs, la création monétaire de ces banques est infime par rapport à celle

des banques commerciales.

La création monétaire des banques commerciales fonctionne grâce à ce que les économistes qualifient de « multiplicateur des crédits » ou de ce que les Anglais désignent par l'adage « **loans make deposits** ».

L'octroi d'un prêt exige de récolter un dépôt. Ce même prêt suscitera d'autres dépôts qui entraîneront de nouveaux octrois de prêts, etc. En d'autres termes, les banques privées créent la monnaie qui s'assimile à un flux. Leur rôle consiste d'ailleurs, de manière contre-intuitive, à accélérer la déthésaurisation de la monnaie qui leur est confiée.

La monnaie est fonction de la variation de la thésaurisation / déthésaurisation des banques privées, mais elle est créée par l'accélération de la vitesse du flux.

En d'autres termes, les banques commerciales sont des entreprises qui fabriquent elles-mêmes leur matière première. Cette multiplication des opérations de crédit crée un flux monétaire instantané dont la vitesse peut augmenter ou ralentir en fonction de différentes exigences réglementaires.

Le rôle des banques commerciales consiste d'ailleurs, de manière contre-intuitive, à accélérer la déthésaurisation de la monnaie qui leur est confiée.

En incitant à la déthésaurisation, les banques transforment un stock de monnaie en un flux qui traverse l'économie. Aujourd'hui, nous sommes en déflation. La demande de crédit est extrêmement faible. Les prêts ne suscitent pas d'exigences de dépôts, d'autant que ces derniers s'accumulent dans les banques, même au prix d'une rémunération dérisoire.

L'adage "loans make deposits" n'est plus vérifié. On devrait plutôt écrire "**deposits do not make loans**".

La pompe bancaire refoule.

C'est un indice de récession et de déflation. Et c'est aussi l'illustration que l'apport de liquidités à l'économie est une condition nécessaire, mais insuffisante pour une reprise qui est désormais celle de la demande.

LES INÉGALITÉS, UN DÉBAT RÉSERVÉ AUX AMÉRICAINS

20 octobre 2014 par François Leclerc | www.pauljorion.com

Que s'est-il passé, pour que *les marchés* connaissent pendant deux jours une grosse crise de hoquet, qui mérite d'y revenir ? L'épisode est maintenant dépassé et des causes immédiates puisées dans l'actualité ont en règle générale été incriminées, dont l'Ukraine et le Moyen-Orient qui ont particulièrement été mis à contribution. Décelant au choix l'effet de l'accumulation des mauvaises nouvelles, plus particulièrement la détérioration de la situation européenne et la faiblesse de l'américaine, la baisse des attentes d'inflation, ou bien encore le renversement de positions spéculatives, peu de commentateurs se sont aventurés à sonder les profondeurs du système financier. Le mystère reste entier, car il est vrai que l'on continue à n'y voir goutte et qu'il est donc préférable de ne pas les fréquenter. Christine Lagarde a même cru devoir fermer le ban en déclarant que *les marchés* avaient « surjoué », avant de passer à la suite de sa conférence de presse. Peut-être faudrait-il mieux considérer qu'ils ont eu à force le sentiment que la situation échappe des mains des banques centrales, leur dernier recours...

Si l'on voulait solliciter l'actualité pour creuser la question, il ne manquerait pourtant pas de sujets pour souligner l'anormalité de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Citons-en trois au hasard des lectures sans se limiter aux frontières de l'Europe afin d'élargir une vision restrictive désormais bien ancrée; car elle ne permet de scruter que des causes particulières de la crise et non ses causes générales. Les deux premiers concernent le marché de la dette publique, cette grande accusée dont les causes sont ignorées quand elles ne sont pas masquées, et la troisième cette victime toute trouvée : le marché du travail.

Illustrant d'une certaine manière une amorce d'application du projet d'Adair Turner – l'achat en gros par les banques centrales de la dette souveraine pour la convertir en obligations perpétuelles sans intérêt – l'encours des bons du Trésor américain de la Fed est aujourd'hui de 12.000 milliards de dollars selon JP Morgan (pour 5.000 milliards en 2007).

Un tiers du marché obligataire souverain domestique est actuellement traité en Europe avec des taux négatifs, la proportion de 46% est même atteinte pour les titres allemands. Selon Bank of America Merrill Lynch, les investisseurs doivent acquérir des titres à maturité de plus de quatre ans pour bénéficier d'un rendement positif.

Enfin, la Fed vient de créer un nouvel indice afin d'y voir plus clair au sein du marché du travail et ne plus s'en tenir au classique et trompeur taux de chômage, ou au taux d'emploi qui ne fait pas dans le détail. Le Labor Market Conditions Index (LMCI) repose sur 19 indicateurs d'emploi différents afin de prendre notamment en compte le temps partiel, la précarité ou la rémunération, afin de donner une photographie plus fidèle permettant de mieux mesurer l'étendue des dégâts. On n'y voit goutte, là aussi, et les indices habituels ne sont plus décidément d'un grand secours dans tous les domaines.

Si la Fed continue d'accorder autant d'importance à cette question, ce n'est pas seulement parce que la préservation de l'emploi est avec la lutte contre l'inflation l'une de ses deux missions. Qui dit emploi dit revenus, et qui dit revenus dit consommation, ce moteur de la croissance américaine, qui y contribuait pour 70% ! Ce qui explique aussi pourquoi Janet Yellen, la présidente de la Fed, en vient à profondément s'inquiéter de la montée ininterrompue des inégalités, au-delà de considérations sur le respect menacé des valeurs américaines, en constatant que « des augmentations des inégalités les plus soutenues depuis le 19ème siècle ont été enregistrées après plus de 40 ans de diminution de celles-ci à la suite de la Grande Dépression ». En début du mois, l'OCDE en faisait avec la détérioration de l'environnement l'un des deux points noirs de son bilan, s'attachant à déterminer les progrès du bien-être de l'humanité.

Mohamed El-Erian, économiste en chef d'Allianz et membre du Conseil pour le développement global de Barack Obama, s'étonne dans un article qu'une telle prise de conscience des inégalités et de leurs effets économiques néfastes, qui s'est encore illustrée lors des réunions du FMI et de la Banque Mondiale tenues à Washington, ne soit pas assortie d'une réflexion sur les mesures à prendre pour y remédier. Il l'attribue à « un échec de la faculté d'imagination », reconnaissant toutefois, mais sans les identifier, qu'il serait nécessaire de « désamorcer certaines forces qui les animent [les inégalités] ».

Au-delà cette fois-ci de toute préoccupation morale, sociale et politique, il pointe le doigt sur les conséquences économiques de la conjonction des « inégalités de revenu, de patrimoine et d'opportunités », car elles « commencent à saper le dynamisme économique, les investissements, l'emploi et la prospérité ». Joignant le geste à la parole, il préconise de « combler les

lacunes énormes dans la planification patrimoniale et successorale, ainsi que dans la fiscalité des ménages et des entreprises, qui profitent de manière disproportionnée aux riches ». Ainsi que « de mettre un terme à la pratique archaïque de taxer à un taux préférentiel l'intérêt passif des fonds spéculatifs et des fonds de capital-investissement. La façon dont la propriété est imposée et subventionnée pourrait être réformée de manière plus significative, en particulier à des niveaux de prix supérieurs. Et un dossier solide être établi pour augmenter le salaire minimum. »

Nous sommes partis d'un spasme pour arriver à une maladie chronique, qui ne fait qu'empirer. Dans notre monde décidément renversé, celle-ci est redoutée aux États-Unis mais grande absente des débats en Europe. Quand elle ne fabrique pas assez de dette, la machine accentue les inégalités et sape ses propres fondements, quel dilemme !

ÉNERGIE : Au Venezuela, il est moins cher d'importer du pétrole que d'en produire

Courrier international Sabine Grandadam 17 octobre 2014

Disposant des plus grandes réserves mondiales de pétrole au monde, le Venezuela s'apprête pourtant à importer du pétrole d'Algérie. Une décision due à la chute des prix du brut sur le marché mondial.

"Le Venezuela importe du pétrole pour la première fois dans son histoire", titre *El Universal* à Caracas. Un porte-conteneurs en provenance d'Algérie devrait arriver le 26 octobre sur les côtes vénézuéliennes avec quelque 2 millions de barils d'un pétrole algérien ultraléger, dénommé Saharan Blend.

La compagnie pétrolière de l'Etat du Venezuela (PDVSA) n'a pas confirmé la nouvelle, diffusée le 16 octobre par l'agence Reuters. Il s'agit pourtant d'une "atteinte à la souveraineté d'un pays qui compte les plus grandes réserves pétrolières au monde", note le quotidien espagnol *El País*, qui ajoute que "la chute des prix du pétrole aggrave la crise économique du Venezuela".

Un pétrole trop lourd

De fait, l'importation de ce pétrole algérien léger est destiné à réduire le coût

de la transformation du pétrole lourd issu des gisements de la ceinture de l'Orénoque, dans le nord-est du Venezuela. Avant d'être exporté, ce brut doit être mélangé à un solvant, et l'industrie pétrolière vénézuélienne utilise habituellement du naphta lourd pour cette opération. Mais le coût élevé du naphta pèse sur les comptes de la PDVSA, surtout dans le contexte actuel de baisse des prix du baril sur le marché, privant le Venezuela d'une provision de devises. Le gouvernement de Nicolás Maduro a donc choisi de s'approvisionner en pétrole léger d'Algérie pour l'utiliser comme solvant moins coûteux que le naphta.

Le président Maduro a par ailleurs sollicité auprès de ses partenaires de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) une "réunion extraordinaire pour analyser le comportement des prix du brut", [note *El Universal*](#). Selon un économiste cité par *El País*, le Venezuela aurait besoin d'un prix du brut à 120 dollars le baril pour espérer maintenir ses dépenses publiques actuelles. "Un prix impensable dans le contexte actuel du marché", [précise *El País*](#), puisque le cours actuel est de 80 dollars.

"Maduro écarte toute idée que la chute des prix du pétrole affecte l'économie [du pays]", [relaie pourtant *El Universal*](#). Mais qu'il nie l'évidence ou non, le pouvoir vénézuélien est confronté à une réalité sous-jacente aux caprices des cours du pétrole : l'état déplorable de son industrie pétrolière, [rapporte *El Nuevo Herald*](#) à Miami. Pour Humberto Calderón Berti, ancien président (vénézuélien) de l'Opep, qui a été ministre de l'Energie et des Mines avant l'ère Chávez, "cette industrie a été détruite dans sa quasi-totalité et nous avons perdu une grande partie de notre capacité de production".

Fin de l'attaque de panique ?

Chronique matinale par Thomas Veillet - oct 20, 2014

Ce qu'il y a de bien, c'est que rien n'a changé. Rien n'a changé depuis un mois, rien n'a changé depuis jeudi, mais nous avons tout de même trouvé moyen de se faire un voyage phénoménal dans les deux sens. Cela donne tout de suite de la crédibilité au marché. On sent que tout y est réfléchi, posé, soupesé et analysé.

Nous avons donc vécu la semaine de l'enfer, les investisseurs qui ont utilisé

le « leverage » ont appris que ça ne marchait pas à tous les coups et il semblerait que les paniques de mercredi ou jeudi passé on laissé pas mal de monde sur le carreau. À partir de là, les marchés ont tout d'abord stabilisé et puis vendredi, tout est reparti à la hausse et de manière aussi ordonnée que ça l'était à la baisse. Evidemment, encore une fois du tout grand n'importe quoi à la hausse. En moyenne 3% de rebond en Europe vendredi passé, on sent que les machines qui ont tout vendu en même temps en début de semaine, on tout refait pareil à la hausse.

Ce qu'il faut retenir ce matin en résumé :

- Ebola est toujours présent mais visiblement on préfère se dire que tout est sous contrôle, et le marché semble avoir passé par dessus.
- Yellen a parlé et elle a dit qu'elle était très inquiète des « inégalités », mais elle n'a pas dit quand elle monterait les taux et si elle ferait un QE4, comme on parle déjà.
- Tous les spécialistes sont de sortie dans la presse de ce week-end.
- Ils savaient tous ce que ça arriverait
- Ils avaient tous vendu avant
- Ils savent tous que ça va aller plus bas....un jour ou pas
- Ou alors que ça va remonter.
- Bref, on semble revenir un peu au calme et nous allons donc pouvoir nous concentrer sur les chiffres du trimestre.
- Ce lundi promet déjà avec les annonces d'Apple, IBM, Chipolte, SAP, Texas Instruments et Hasbro. Entre autres.
- Mardi, Yahoo devrait annoncer un plan « rafraichissant » pour la compagnie, forcément avec tout le cash encaissé récemment, ça donne des idées.
- Ce matin le fonds de pension du Gouvernement Japonais prévoit d'augmenter ses investissements en action, le Nikkei prend 3.8%.
- Shanghai et Hong Kong sont en hausse de 0.25% et de 0.4% alors qu'ils négocient pour les émeutes.
- Nous allons donc passer ce lundi à savoir si la semaine passée était juste un « blip » sur l'écran radar ou s'il s'est vraiment passé quelque chose.



- L'or est à 1236\$
- Le pétrole est à 83.18\$ et tout le monde se demande si la récente baisse du baril est bien ou mal. C'est le débat du début de semaine.
- Les Suédois recherchent quelque chose de suspect dans leurs eaux territoriales, un sous-marin s'y serait perdu.
- Après les trains, c'est la Lufthansa qui est en grève. L'Allemagne en grève, on aura tout vu.
- Il y a des rumeurs comme quoi Microsoft pourrait lancer une « smartwatch » sous peu.
- Warren Buffet n'est pas du tout inquiet pour le marché
- Peu de chiffres économiques attendus cette semaine : Ventes de maisons, CPI, Jobless Claims et Manufacturing PMI, rien qui devrait changer la face du monde.
- Dernier sondage, 59% des gérants sont « bullishs » ou « très bullishs ».
- Comme le sentiment que tout va bien est à nouveau présent. Si les marchés remontent les trois prochains jours, personne ne souviendra de la semaine passée.

Ce matin les futures sont en forte hausse, le DAX est indiqué en hausse de 0.7% et les USA en hausse de 0.5%. C'est le rebond qui continue on dirait.

L'Euro/\$ est à 1.2759, le \$/yen est à 107.31, le bitcoin vaut 376\$ et le 10 ans américain offre un rendement de 2.22%. L'Euro/Suisse est à 1.2077.

Côté chiffres économiques nous aurons le PPI allemand et les commandes industrielles italiennes. Rien aux USA, mais tout le monde n'aura que d'yeux pour Apple après la clôture.

Si vous désirez recevoir un mail tous les matins, dès que cette chronique est en ligne, elle ou sa version audio, n'hésitez pas à m'envoyer un mail à info@investir.ch en mentionnant « liste de distribution » dans l'objet.

Thomas Veillet
Investir.ch

« A new poll shows that only a slim majority of Americans think the country is prepared for an Ebola outbreak. But I think we deal with outbreaks pretty well. It only took us a couple of months to completely eradicate Gangnam Style. » –Seth Meyers

[La chute du pétrole est-elle terminée ?](#)

Par Thibault Doidy de Kerguelen. Publié le 18 octobre 2014 Contrepoints

Depuis le mois d'août dernier, le prix du pétrole a chuté de 104\$ à 82, perdant plus de 21%.



Depuis le mois d'août dernier, le prix du pétrole a chuté de 104\$ à 82, perdant plus de 21% ! La raison fondamentale de cette chute est structurelle. Les États-Unis deviennent autosuffisants grâce au pétrole de schiste. Une situation que nous vous avons annoncée [il y a maintenant deux ans](#), même si

certaines idéologues adeptes de la religion du *peak oil* vous prédisaient mille maux autour de cette technologie et en particulier qu'elle ne changerait rien dans les équilibres énergétiques mondiaux.

Les conséquences de la baisse du pétrole sont majoritairement positives

Le prix de l'énergie baissant, les coûts de production en Europe vont baisser. Le coût de production baissant, soit les entreprises françaises reconstituent un petit peu de marge leur permettant d'investir, soit les prix de ventes vont baisser, leur permettant de gagner quelques parts de marché, même si, au regard du périmètre de marché de nos entreprises (extrêmement franco et euro centrées) leurs gains de parts de marché seront limités puisque les autres entreprises européennes bénéficieront aussi de cette baisse du coût de l'énergie. On peut même imaginer que l'Allemagne, qui exporte plus que nous en dehors de la zone euro, en bénéficiera plus.

L'euro, comme nous l'avons évoqué [précédemment](#), chutant face au dollar et le pétrole restant encore coté dans cette dernière unité de compte, le coût de l'énergie se renchérisait mécaniquement. La baisse du cours permet de contrer cette hausse mécanique, là encore pour le plus grand profit des entreprises... de production (nous ne répéterons jamais assez que la France, depuis Mitterrand, s'est fourvoyée dans la désindustrialisation...).

En théorie, la chute des cours devrait bénéficier au consommateur. Le prix des carburants devrait baisser, permettant ainsi aux budgets malmenés des ménages français de retrouver un tantinet de souplesse. Malheureusement, l'ogre fiscal risque de manger cette marge retrouvée. En effet, qui dit baisse des cours dit baisse des revenus relatifs liés aux carburants. Or, le gouvernement ayant déjà [largement triché sur l'établissement de son budget](#) ne peut pas se permettre de voir une de ses vaches à lait fiscales rendre moins que prévu. Ainsi donc, il y a fort à parier que, sous prétexte d'écologie, de bons sentiments et avec moult démonstrations « citoyennes et responsables », on voit le monstre de Bercy augmenter les taxes sur les carburants, maintenant ainsi les carburants à leur prix maximum et assurant éventuellement au passage un petit surcroît de recettes fiscales...

Un point négatif à la baisse du pétrole

Il est nécessaire d'envisager une vraie politique énergétique dans ce pays (dans d'autres aussi, mais sincèrement, il m'arrive parfois de penser que les

autres, je m'en fiche, tant je vois la France partir à la dérive...). Cette politique énergétique passe par la dissociation entre les besoins domestiques, les besoins agricoles et les besoins urbains et industriels.

Sur le plan domestique, l'incitation à la production décentralisée, voire autonomisée, d'énergie électrique est capitale. Si le coût des carburants fossiles baisse trop, la rentabilité d'investissements domestiques ne sera plus établie et nous connaissons à nouveau la situation des années 70 où nous avons raté l'opportunité qui se présentait à nous.

Sur le plan industriel, les ayatollahs de l'anti nucléaire entraînent notre planète vers une pollution aérienne au soufre et une surconsommation d'énergies fossiles, condamnant à terme la réindustrialisation de notre pays. En effet, il est impossible d'envisager la réindustrialisation de la France sans prendre en compte le surcroît d'énergie nécessaire. Si vous ne disposez pas de la capacité de production des centrales nucléaires, vous serez amenés à multiplier les centrales à énergies fossiles. Or, les normes internationales et la responsabilité mondiale en matière de pollution ne le permettront pas. Ne pas construire de centrales nucléaires aujourd'hui revient à condamner notre pays au sous développement économique pour plusieurs générations. La baisse du prix des énergies fossiles va accentuer le ralentissement du développement énergétique de la France car il va rendre le nucléaire moins compétitif et donner ainsi des arguments supplémentaires aux passéistes.

Où va le prix du pétrole ?

Comme toujours en matière de prospective, rien n'est sûr. Je serais néanmoins tenté de répondre... nulle part ! En effet, plusieurs phénomènes conjugués laissent à penser que le pétrole ne descendra pas en dessous de 80\$.

- 80\$ représente le seuil en deçà duquel le pétrole de schiste n'est plus rentable. Les États-Unis n'y ont pas intérêt.
- 80\$ est déjà en dessous du seuil minima des business plans des compagnies pétrolières (88\$ pour Total).
- 80\$ est le seuil en deçà duquel les économies des pays arabes ne s'équilibrent plus. On imagine mal l'Arabie Saoudite entrer en restriction (il ne manquerait plus que cela au regard de ce qu'elle représente pour les économies américaine et européenne...).

Trop de facteurs, donc, pour que nous risquions de voir le pétrole s'installer en dessous de ce seuil. Maintenant, il arrive quelquefois que des phénomènes « anormaux » s'installent (comme le cours surévalué des actions pendant plusieurs années...), mais, comme le savent les lecteurs, les équilibres naturels reprennent toujours le dessus...

Électricité : la solution locale à petite échelle

Par Richard North, depuis Bradford, Royaume Uni Publié le 20 octobre 2014 Contrepoints

La « mégalophilie » plombe notre politique énergétique. La cogénération et le mini-nucléaire modulaire sont la solution.

== =

Tandis que les planificateurs de l'énergie se chamaillent sur l'avenir (et les pertes exponentielles – déjà 24 milliards de Livres) de la centrale nucléaire Hinkley C, avec ses deux générateurs démesurés de 1600 MW, les Allemands s'occupent à montrer qu'à l'autre bout de l'échelle, ça marche fort.

Quoiqu'on nous considère comme des « rebuts », c'est bien nous, déterminés à trouver des solutions sérieuses pour garder les lumières allumées, qui relevons des choses comme ce site web plein de bonne volonté, montrant un moteur Volkswagen de 2 litres, dans la cave d'une maison (voir photo), utilisé pour la cogénération, la production conjointe d'électricité et de chaleur. Les Allemands ont évidemment un mot pour décrire ce genre d'initiative. Ils l'appellent Schwarmstrom (énergie de foule).

En partenariat avec LichtBlick, il s'agit d'un projet de vente de 100 000 unités « EcoBlue » visant à constituer l'équivalent d'une centrale de 2 gigawatts. Sur la base d'un moteur Volkswagen fonctionnant au gaz naturel, et à terme au biogaz issu de sources non-fossiles, ces unités devraient produire de l'énergie à la demande tout en accumulant de la chaleur, et produire ainsi eau chaude et surplus d'électricité destiné à la revente sur le réseau de distribution.

Honda prévoit quelque-chose de très similaire, ce qui indique un vrai potentiel. Faites fi de la propagande écolo de leur plaquette promotionnelle, et vous aurez une réponse tangible et pragmatique aux difficultés d'approvisionnement en énergie.

Le cœur de cette solution, c'est de combiner flexibilité d'usage et multiplicité

de tailles, permettant par exemple à [la ville de Fribourg-en-Brisgau](#) de produire aujourd'hui la moitié de son électricité par la cogénération, contre seulement 3% en 1993. La ville compte 14 unités de grande taille et 90 de petite taille (installées par exemple dans le théâtre et le centre nautique).

Deux des générateurs de grande taille sont situés à proximité de décharges pour exploiter leur méthane comme carburant. Les autres fonctionnent sur un mix de gaz naturel, biogaz, vapeur géothermique, copeaux de bois et fioul. L'autre innovation décisive est apportée par le nouveau système de chauffage collectif de quartier, remplaçant les chaudières individuelles à gaz ou fioul.

Voilà à quoi ressemble l'avenir, mais comme toujours il faut tailler dans la rhétorique écolo pour en avoir une image claire. Pourtant plusieurs des idées adoptées par les Verts remontent à loin. Prenez Slough Trading Estate, le domicile des barres chocolatées Mars (photo ci-dessous). Ce site est équipé d'une [centrale de cogénération](#) de 40 MWe, rénovée récemment mais qui fournissait à la fois chaleur et électricité depuis 1920.



Le principe a seulement été récupéré par les écolos. Qu'ils aiment ou promeuvent ces idées (comme méthodes de gestion de la demande en énergie, par exemple) ne veut pas dire qu'elles sont nécessairement mauvaises.

En matière de cogénération, cependant, la « droite » politique britannique persiste dans l'aveuglement, ce qui explique que ce qui passe pour une « politique énergétique » à l'UKIP [n'en fasse même pas mention](#), laissant tout loisir d'en parler à nous autres, les « rebuts ». Quel génie d'un genre douteux que de faire ainsi l'impasse sur toute une technologie, là où d'autres pays envisagent déjà de l'exploiter pour répondre à la moitié de leurs besoins

en électricité.

Cela s'applique tout autant au cas du mini-nucléaire (à réacteurs modulaires). Comme le déclarait l'autre jour [David Clarke](#), président du Energy Technology Institute, devant un comité de la chambre des députés :

« À la base, nous voyons un potentiel de baisse du coût de l'énergie et des besoins en eau de refroidissement, comparé aux centrales de grande taille, qui confirme l'opportunité ouverte par les petits modules nucléaires, c'est-à-dire que cela ouvre de nouvelles options pour tous les sites où l'on peut construire ces unités, ainsi qu'un potentiel de réutilisation de la chaleur passive si on les situe près des zones résidentielles. »

Paul Stein, le directeur scientifique de Rolls Royce, est tout aussi franc quand il affirme, devant le même comité parlementaire, que le mini-nucléaire est en tout état de cause la *seule* solution permettant d'atteindre l'objectif du gouvernement, fixé à 40 GW d'énergie nucléaire. Il propose une usine capable de fabriquer un générateur de 150 MW chaque mois, soit 1800 MW par an, ce qui équivaut à la construction d'une grande centrale chaque année.

Pourtant, dans l'ersatz pathétique de politique énergétique de l'UKIP, malgré 29 occurrences du mot « nucléaire » il n'y a aucune mention de ces modules. C'est si typique de l'UKIP – les rares fois où ils ont une vague conception de leur destination ils n'ont pas le début d'une idée de comment s'y rendre. On délègue cela aux « rebuts ».

Toutefois, dans le cas présent, c'est Owen Paterson qui va, dès aujourd'hui, en appeler à un effort de développement du mini-nucléaire modulaire, une initiative qualifiée de « bizarre » par [Bob Ward](#), ce qui démontre encore une fois que les Verts, comme l'UKIP, ont un train de retard. En réalité c'est la « mégalophilie » qui plombe notre politique énergétique. La cogénération et le mini-nucléaire modulaire sont la solution.

'La politique budgétaire imbécile de Merkel menace désormais l'Allemagne'

par Mylène Vandecasteele · 18 oct. 2014 [Express.be](#)



L'économie allemande s'est contractée de 0,2% au cours des six premiers mois de cette année. C'est la politique budgétaire stricte que [Berlin a prônée pour l'ensemble de l'Europe qui est en cause, explique le Washington Post](#) :

« Désormais, la politique budgétaire 'Dummkopf' ('imbécile') du gouvernement Merkel a même commencé à menacer l'économie allemande. Les producteurs ont besoin des clients, les exportateurs ont besoin que les nations qui importent leurs biens soient solvables, et l'Allemagne – l'exportateur qui réussit le mieux – finit par manquer de voisins qui peuvent acheter ce qu'elle produit.

Les exportations de l'Allemagne ont chuté de près de 6% en août, et sa production industrielle a baissé de 4%. Bien que l'Allemagne ait connu une prospérité sans précédent au cours des dernières années, Merkel a également réduit l'investissement public domestique, à la grande consternation des chefs d'entreprise allemands, qui se plaignent de la dégradation des réseaux routier et ferroviaire locaux.

Son engagement à l'austérité, à la fois pour son pays et pour l'étranger, s'ajoute aux menaces pour l'économie allemande. (...)

C'est une prescription épouvantable, une chose que tout étudiant en histoire allemande pourrait comprendre facilement. A la conclusion de la Première Guerre Mondiale, le Traité de Versailles a infligé au premier gouvernement démocratique de l'Allemagne, la République de Weimar, un niveau de réparations et d'austérité qui l'a rendu incapable de faire face à la Grande Dépression et a grandement contribué à l'arrivée du nazisme au pouvoir. En imposant l'austérité aux nations méditerranéennes qui se caractérisent par un niveau de chômage digne d'une dépression, Merkel est devenue un nouveau Clémenceau, imposant un nouveau Versailles qui a affaibli le soutien pour les partis démocratiques traditionnels et les politiques de ces pays, et qui alimente un climat où la recherche de boucs-émissaires et l'intolérance prospèrent. En voilà un héritage pour une chancelière d'Allemagne... »

Trois raisons pour une hausse de l'or

20 oct 2014 | [Byron King](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

▪ Après avoir chuté il y a quelques années depuis des sommets à près de 2 000 \$, l'or a stagné autour des 1 200 \$ pendant plus d'un an — hors certains pics à 1 300 \$ et 1 400 \$.

Cependant, les conditions monétaires — inflation, planche à billets et stimulus — à l'origine de la hausse historique de l'or sont toujours là. Alors ? C'est comme si l'or avait attrapé un virus et n'arrivait pas à s'en remettre.

Pourtant, ce dont il souffre n'est pas un mystère. Examinons trois raisons pour lesquelles l'or se situe dans la fourchette des 1 200 \$ et comment s'en servir pour élaborer notre stratégie d'investissement dans l'or. La première raison est la valeur du dollar.

Tout comme l'or protège la richesse lorsque les temps sont difficiles, le dollar alimente la croissance dans les périodes de stabilité. La dynamique de chacun a tendance à évoluer en opposition, puisque les investisseurs doivent choisir entre l'un ou l'autre. Il n'est pas surprenant que, lorsque l'or a dégringolé, passant de 1 875 \$ à 1 210 \$, l'indice du dollar, lui, s'est envolé de 70% au cours de la même période.



En gros, les investisseurs vont là où se trouve leur intérêt. En d'autres termes, lorsque les taux d'intérêt sont bas et que le stimulus budgétaire est déversé

dans toute l'économie, c'est vers les actions qui suivent le dollar. Pourquoi acheter de l'or lorsque les actions atteignent des sommets ?

▪ **Trois facteurs déterminant le prix de l'or**

Même si une hausse du prix des actions s'avérait être largement surgonflée. Là se trouve le bord de la prochaine chute du prix de l'or. Ces titres liés au dollar performement-ils aussi bien que le montre leur prix ? Ou sont-ils gonflés par un dollar qui se comporte au mieux dans la course à la dépréciation entre les devises mondiales ?

Mon collègue et expert en matières premières Matt Insley a récemment expliqué ce qui a influencé la forte hausse de l'indice du dollar. "L'indice du dollar US est fortement influencé par l'euro — avec une pondération de plus de 57% dans le panier de devises utilisé pour calculer l'indice du dollar. L'indice lui-même dépend du destin de l'euro, or l'euro a des problèmes".

Oubliez la Chine ! Ce sont les politiques économiques et monétaires de l'Union européenne qui exercent la plus grande influence sur le dollar (et inversement la plus faible sur l'or).

Le deuxième élément qui détermine le prix de l'or est la demande d'or physique. Comme nous venons de le montrer, la demande d'or est inversement corrélée à la demande en dollar, qui suit à la fois la politique monétaire américaine et les politiques monétaires étrangères. Mais qui achète l'or ? L'Inde certes mais surtout la Chine, le plus grand détenteur de la dette gouvernementale américaine.

Avec plus de 1 317 milliards de dollars dans leurs réserves, on peut affirmer que les Chinois ont un fort intérêt dans un dollar fort. Mais [les habitudes d'achats d'or de la Chine révèlent un sentiment baissier envers le dollar](#).

Le "dragon endormi" a récemment amassé près de 7 000 tonnes d'or — et la Chine n'est pas le seul pays oriental à placer sa foi dans l'or. Pendant une période de baisse du prix de l'or, l'Inde a officiellement importé de l'or pour une valeur de 2,04 milliards de dollars en août 2014, soit environ trois fois plus que les 739 millions de dollars d'or importés en août 2013.

Il ne faut pas oublier que l'or n'est pas consommé au même titre que le pétrole, le gaz ou le maïs. Une fois que le métal jaune a été extrait de la mine et mis sur le marché, il est toujours là. Seule une très petite part de l'or disparaît dans les naufrages ou les catastrophes naturelles. Le reste est

toujours en circulation, c'est pourquoi la demande détermine plus le prix de l'or que l'offre.

Le troisième élément qui détermine le prix de l'or est la peur. Réelle ou imaginaire, la peur influence les décisions de la plupart des investisseurs. L'or est particulièrement sensible aux peurs financières et politiques.

Aujourd'hui que l'Etat Islamique contrôle 60% de la production de pétrole syrienne et menace la production irakienne, les marchés sont en risque accru. Il ne faut pas non plus oublier les agissements de notre vieil ami Poutine. Avec l'annexion de la Crimée et de certaines parties de l'Ukraine orientale, la confiance qu'aurait pu avoir autrefois l'Occident dans la Russie a définitivement disparu et cela a beaucoup augmenté les risques dans la chaîne d'approvisionnement en énergie de l'Europe.

Finalement, la peur que les actions puissent cesser de monter, même si la Fed ne cesse de répéter que les taux d'intérêt resteront bas sur le court terme, cela décide certains à quitter les actions pour l'or. C'est peut-être prématuré mais toute cette peur est intimement liée au prix de l'or. L'un dans l'autre, je ne crois toujours pas à une future baisse de l'or.

REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

DEFLATION: HAUSSE RADICALE DES PATES...

du 20 au 24 octobre 2014 : Et c'est même TF1 qui le donne! Mais il paraît qu'il y a une déflation, que les prix baissent, etc. "*Les pâtes: bientôt un plat de luxe? La récolte de blé dur a été désastreuse. Résultat, les cours du blé ont augmenté de 50% en quelques semaines. Les professionnels prévoient une hausse de 75% du prix final pour le consommateur. Les pâtes au beurre, un met de luxe...*" Soyez certains que les successeurs de Blythe, ie Mercuria, vont s'en mettre plein les poches, et même les coffres. Merci BFM-WC pour nous expliquer que les prix baissent en France. [Lire ici pour le croire](#). Mr Laurence nous dit: "*augmentation attendue de 75% du prix des pâtes, à part ça, tout va bien*".

DES NOUVELLES DE LA "DEFLATION" D'UNE PETITE VILLE DE PROVINCE

du 20 au 24 octobre 2014 : Notre lectrice Kelly nous a écrit, et clairement, elle ne voit pas non plus la fameuse déflation dont nous parle BFM-WC. En

revanche elle voit " *que les gens se plaignent: le panier de plus en plus cher et de moins en moins plein, et des larmes versées sur les impôts. Des parents qui ne peuvent plus payer les cantines, les loyers... Les problèmes avec les banques et je ne vous parle pas des commerçants. Pas un jour ne passe sans que je n'entende toute cette inquiétude. J'ai l'impression que ces pauvres gens sont perdus et ne comprennent pas pourquoi ils n'y arrivent plus...*". C'est étonnant que les gens ne comprennent toujours pas ce qui se passe vraiment. Normal, les médias les aident bien à ne rien comprendre".

LA FRANCE A DE PLUS EN PLUS DE MAL A PAYER SES FACTURES, ICI LE MINISTERE DE LA CULTURE

du 20 au 24 octobre 2014 : Certains instituteurs du 93 n'ont pas été payés depuis le mois de septembre... [lire ici le Point](#). C'est comme cela que cela avait commencé avec les militaires french et grecs, des petits retards. Mais il n'y a pas que l'Education Nationale. Le ministère de la Culture ne paye pas non plus ses fournisseurs, ou du moins avec beaucoup de retard: "**Les Archives Nationales sont-elles en faillite? 300.000 euros, soit 8 mois d'impayés, c'est la somme que le Ministère de la Culture et les Archives Nationales devraient à la société de nettoyage Nettec**", une information de [Mediapart de la semaine passée](#). Si vous mettez tout cela côte à côte avec les rétentions de la Banque Postale, vous voyez la faillite arriver au ralenti. Eh oui, cela commence comme ça. Merci à mon lecteur.

LE PS PAYE LES BANQUES ETRANGERES EN FAISANT LES POCHEES DES FAMILLES

du 20 au 24 octobre 2014 : Après le quotient familial modifié pour encaisser un maximum d'impôts, ce sont cette fois les allocations familiales que le PS a décidé de changer avec comme but d'en verser le moins possible. A ce rythme de réformes sur le dos des Français, Marine le Pen risque d'emporter toute forme d'élection avec 70% des voix... Si on m'avait dit que le PS oserait s'attaquer aux allocations familiales, je ne l'aurais jamais cru, vraiment. Ce qu'il y a de fou est que si cela avait été la droite, eh bien TOUT LE PAYS SERAIT DESCENDU DANS LA RUE. Là, rien !!! Dingue. Les Français se laissaient plumer, du moment que leur bourreau porte la casquette Parti Socialiste. Je n'en reviens pas. La CGT qui hurle au scandale, vous l'avez vu, n'est pas allé jusqu'à demander une grève générale. Collusion totale.

LA LISTE DES LICENCIEMENTS DE LA SEMAINE "DESTRUCTION DE L'ARMEE FRANCAISE PAR BFM-TV"

du 20 au 24 octobre 2014 : Cette fois j'ai bien identifié la technique de BFM-WC et I-Tele, aux ordres, pour noyer l'annonce des dissolutions de régiments et bases navales/aériennes et suppressions de postes dans d'autres. Vous noyez ça avec une affaire crapuleuse que vous montez en "story-telling", et du coup l'affaire crapuleuse repousse les licenciements au second plan toute la journée. Le jour d'après, J+1 donc, **plus une seule mention de ces licenciements**, mais l'affaire crapuleuse, elle, est toujours couverte avec les fameux envoyés spéciaux! Et voilà, ni vu ni connu.

La même technique a été utilisée il y a quelques mois pour masquer les 7500 licenciements en deux jours dans le nord et l'est de la France. Là ce fut l'affaire Dieudonné, montée en épingle, qui a permis de masquer tous ces licenciements. J'ai été le seul ici à en parler et à souligner le nombre (et à dire que l'affaire sert bien le gouvernement pour ne pas parler des usines qui ferment).

C'est important que vous compreniez bien leur mode de "noyade" des vrais problèmes sociaux et économiques, surtout des grands licenciements. Les militaires peuvent crever, en revanche, l'assassin confondu au bout de 15 ans par son Adn, lui, mérite 2 JOURS COMPLETS D'ANTENNE de la part de BFM. Dingue.

- **1er Régiment d'Artillerie de Marine** à Châlons fermera ses portes en 2015, 3000 personnes partiront, la moitié des commerces de la ville fermeront. Cela se traduira par 3000 licenciements par ricochet dans la région - lire [Opex360](#) merci à Indiana

- **1er Régiment de Transmissions d'Epinal** environ 70 suppressions d'emploi !!!! - lire [Radio Magnum](#) merci à Mme Beauchet

- **Acteurs Solidaires** les 78 personnes risquent de finir chez Paul Emploi - lire [lejdc](#) merci à Mr Labranche

- **Alpina Food** licencie encore, cette fois 32 ouvriers de plus - lire [The Batavian](#) merci à DJC

- **AM General Defence** licencie 60 ingénieurs - lire [Washington Times](#) merci à Mr Durand

- **AMD microprocesseurs** le concurrent d'Intel va jeter à la rue 7 % de ses salariés soit 750 ingénieurs - lire [Business Insider](#) merci à (pj)

- **Armée Française** plus de 7500 postes supprimés et autant dans les villes où ces postes disparaissent - lire [Le Parisien](#) merci à Aetos

- **Artisans du BTP** " *mon père est artisan plombier chauffagiste et il entend un peu partout chez les peintres etc qu'ils n'ont quasiment plus de rendez-vous*

pour le mois d'après. En gros ils vivent pas au jour pour le jour mais au mois pour le mois" merci à Stefany

- **Aubert et Duval** dans le Puy de Dôme supprime 100 postes direction Paul Emploi - lire [News Auvergne](#) merci à Radio TPE
- **Bank of America** continue à virer ville par ville cette fois 75 salariés au texas - lire [Dallas Journal](#) merci à DJC
- **Base Aérienne de Drachenbronn** supprime 193 emplois.... Autant disparaîtront dans la ville - lire [Les Echos](#) merci à Mme Clauss
- **Base Navale de la ville d'Anglet** elle va être supprimée et des centaines d'emplois dans la ville également - lire [sud Ouest](#) merci à Mme PE
- **BBT Bank** licencie 800 salariés !!!! - lire [Rocky Mount Telegram](#) merci à Mr Labranche
- **Bel Maille** la PME a été liquidée 58 ouvriers chez Paul Emploi - lire [France Bleu](#) merci à Mr Labranche
- **Belfius Bank** la banque pourrie va virer 10 % de ses salariés !!! soit 500 personnes - lire [7 sur 7](#) merci à Mr Bukens
- **Benchmark Electronics UK** licencie 65 ingénieurs - lire [Union Leader](#) merci à Mr Labranche
- **Bridgestone France** la direction semble appliquer délibérément un plan de désengagement humain et matériel au profit de la Pologne. Chaque mois 5 à 10 salariés quittent l'entreprise. - lire [La Voix du Nord](#) merci à Mr Debergh
- **Bureau et Réalisations Electriques** en Touraine à Vildomer est en liquidation judiciaire - lire [Societe.com](#) merci à Stefany
- **Charelroi (ville belge)** après les 200 emplois supprimés à la ville de Charleroi, cette fois ce sont 300 fonctionnaires wallons qui vont être jetés. Par le gouvernement fédéral de droite ? Pas du tout ! Par Paul Magnette, le très socialiste bourgmestre de Charleroi, et par le "gouvernement" PS-CDH de la Fédération Wallonie-Bruxelles - lire [Rtbf](#) merci à Mr Boulanger
- **CHU de Tours** le nouveau plan de la direction de l'hôpital consiste à fermer des lits dans les spécialités d'ORL, d'Ophtalmologie, d'Orthopédie et de Gynécologie. Sur le service d'ORL-Ophtalmo, la direction veut supprimer 3 postes d'infirmières et 6 postes d'aides-soignantes. - lire [larotative.info](#) merci à Mme Brizion
- **CME Group** le fameux groupe qui possède le Cibot et le Nymex Jette 150 informaticiens !!! - lire [Fox Business](#) merci à DJC

- **Condé Nast** licencie encore une fois, là 80 journalistes et administratifs - lire [Wall Street Journal](#) merci à (pj)
- **Croix Rouge à Genève** une centaine de personnes seront virées et d'autres postes délocalisés en... Pologne !!! - lire [Le Point](#) merci à Titi
- **Dana Petroleum** vire 40 ingénieurs - lire [energy Voice](#) merci à Mr Labranche
- **Essex copper** vire 100 personnes - lire [Rocky Mount Telegram](#) merci à DJC
- **Fenwal pharmaceutique Fresenius Kabi** a décidé de licencier 338 personnes en France !!! - lire [Le Figaro](#) merci à Mr Debiais
- **France (bâtiment)** accélération des défaillances des petits employeurs dans le bâtiment au cours du troisième trimestre 2014. - lire [Batiweb](#) merci à Mr Salvé
- **Heinz Australie** vire 100 ouvriers dans son usine en Nouvelle Zelande !!!! - lire [Nz Herald](#) merci à Mr Labranche
- **Hill holiday** le publicitaire vire entre 30 et 50 personnes - lire [Media Bistro](#) merci à DJC
- **HM revenue UK** le fisc anglais a commencé ses licenciements, ici 78 fonctionnaires - lire [NewsLetter uk](#) merci à Mr Labranche
- **Hôpital de Laval québec** licencie 115 personnes, grève des infirmières - lire [CBC](#) merci à Mr Labranche
- **Lang Construction Bois** a été liquidée à Bitche, 17 salariés iront chez paul Emploi - lire [Républicain Lorrain](#) merci à Mr Rorhbacher
- **Leroux Lotz Timolor** victime de la suppression des budgets de la Marine Nationale, 32 emplois supprimés - lire [Opex360](#) merci à Indiana
- **Luxembourg (paradis fiscal)** la pauvreté gagne du terrain au Luxembourg: 15,9% de la population se situe dans la zone de risque de pauvreté. Un plus haut niveau historique - lire [L'Essentiel](#) merci à Mr Curieux
- **Martha Stewart médias** la célèbre papesse de la gastronomie et du luxe obligée de virer 50 personnes - lire [New York Daily News](#) merci à (pj)
- **Measured Progress** éducation et formation licencient 40 personnes - lire [Fosters](#) merci à DJC
- **Meubles Jacquelin** va licencier 21 salariés en raison de la crise économique - lire [La Nouvelle République](#) merci à Mr Quet
- **Nestlé France** se débarrasse de 60 salariés à Vittel et Contrexéville - lire [Lorraine Actualités](#) merci à Mme Beauchet

- **Office Dépôt Europe** plus de 1100 salariés seront licenciés dans tous les pays où OD est présent !!! - lire [Le Figaro](#) merci à Mr Debiais
- **Office Dépôt France** à Senslis va virer 250 salariés !!!! - lire [Le Parisien](#) merci à Radio TPE
- **Opéra de Saint Etienne** l'opéra de la ville va virer 5 salariés... - lire [L'Essor](#) merci à Mr Labranche
- **OTAN** l'agence de soutien NAMSA obligée de virer 122 personnes en raison de la baisse des opérations en Afghanistan - lire [L'Essentiel](#) merci à Mr Curieux
- **Parks Canada** le service en charge des parc et espaces naturels du pays a licencié en toute discrétion 300 personnes - lire [Ottawa Citizen](#) merci à Mr Labranche
- **Peter mayer Advertising** vire 40 publicitaires à la suite du manque de budgets d'un client - lire [Nola](#) merci à DJC
- **Raffinerie tirlémontoise** va virer 45 salariés - lire [La Libre Belgique](#) merci à Mr Matagne
- **Sears** la chaîne ferme encore un centre 66 personnes licenciées - lire [Biz Journal](#) merci à Mr Labranche
- **Siemens Allemagne** la crise est en train de dévaster l'Allemagne comme Siemens qui va licencier 1200 salariés !!! - lire [La Tribune](#) merci à Jacky
- **Sprint Telecoms** cette fois le géant des telecoms vire 456 salariés dans son QG du Kansas - lire [La presse affaires](#) merci à Mr Granger
- **SNCB** le nouveau gouvernement belge veut l'alléger de 6500 salariés !!!! - lire [7sur7](#) merci à Mr Sargenti
- **SouthCoast Health** l'assureur vire 70 personnes - lire [SC Today](#) merci à DJC
- **Telefonica Allemagne** le géant des telecoms allemands va jeter à la rue 1600 salariés - lire [Bloomberg](#) merci à (pj)
- **Textron Defence** plus de 200 salariés virés en raison de... pas assez de planche à billets à Washington - lire [Nola](#) merci à DJC
- **Union Belge, parti politique** va licencier 20 salariés - lire [7sur7](#) merci à Mr Sargenti
- **Venizi bijoux** la chaîne de bijouterie belge va fermer 15 enseignes et licencier 83 employés. "Un bain de sang social" - lire [RTBF](#) merci à Lucy Lou
- **Verreries de Masnières** dépôt de bilan et 500 salariés iront chez Paul Emploi dans le Noooooord - lire [L'Express](#) merci à Mr Fournié

- **Virginian Pilot** le célèbre journal de l'État de Virginie va licencier 32 salariés - lire [Fox News](#) merci à DJC
- **Virginie (Etat)** jette à la rue 565 fonctionnaires !!! - lire [Hampton Roads](#) merci à DJC
- **Wells Fargo** vire 53 banquiers à Springfield stratégie de la ville par ville - lire [State Journal](#) merci à Mr Labranche
- **Wells Fargo** la banque applique la même stratégie que BofA, ici 28 banquiers à Des Moines - lire [Des Moines Register](#) merci à DJC
- **Xavier Lainé BTP** ferme définitivement et 90 personnes iront chez Paul Emploi - lire [FR3](#) merci à Mr Maillar

MR ARFEUILLE: " LA FETE EST FINIE POUR LES BANQUES CENTRALES, L'ESPAGNE A RATE UN EMPRUNT"

du 20 au 24 octobre 2014 : " **A partir de décembre 2011, la BCE a prêté 1019 milliards d'euros aux banques européennes.** Les banques italiennes ont utilisé cet argent pour acheter des obligations de l'Etat italien. Elles en sont gavées. Les banques espagnoles ont utilisé cet argent pour acheter des obligations de l'Etat espagnol. Elles en sont gavées. Les banques portugaises ont utilisé cet argent pour acheter des obligations de l'Etat portugais. Elles en sont gavées. Etc.

Malheureusement, la fête est finie. Malheureusement, les banques européennes n'ont plus d'argent. Aujourd'hui, les banques européennes sont incapables d'acheter les obligations de leur Etat.

Jeudi 16 octobre, les banques espagnoles ont été incapables d'acheter toutes les obligations émises par l'Etat espagnol. Lire l'article : "L'Espagne rate un emprunt obligataire." L'Espagne est en faillite. Et les banques espagnoles sont en faillite.

Aujourd'hui, huit pays européens sont dans ce cas.

La BCE est la seule à pouvoir agir. Pour éviter le défaut de paiement des huit pays européens en faillite, il ne reste plus que la BCE. Pour éviter le défaut de paiement des huit pays européens en faillite, la BCE va lancer ses rotatives à plein régime : la BCE va noyer les banques européennes sous des flots de liquidité. Avec cet argent, les banques européennes vont pouvoir acheter les obligations émises par leur Etat.

Et la bulle continuera à gonfler.

Le temps presse : les obligations des Etats européens périphériques sont en

train d'exploser". [Lire ici Bloomberg](#).

PREPARATION D'UN IMPOT SUR LES PROPRIETAIRES DE LEUR APPARTEMENT-MAISON !!!

du 20 au 24 octobre 2014 : Dans la série des impôts fous qui vont donner la main à Marine le Pen, voici un projet de loi qui va mettre le feu dans les chaumières s'il est appliqué. "Question orale sans débat No 0850S de Jean Louis Masson (Moselle - NI) publiée dans le JO Sénat du 07/08/2014 - page 1847.

*Jean Louis Masson attire l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur le fait que, selon des rumeurs insistantes reprises par la presse (le Point, la Tribune, l'Express), **le Gouvernement étudierait, en concertation avec des parlementaires socialistes, la possibilité de taxer les résidences principales des personnes qui sont propriétaires de leur logement. L'idée serait qu'une personne propriétaire de sa résidence principale bénéficie d'un revenu fictif correspondant à l'absence de loyer pour l'occupation de ladite résidence. De ce fait, il serait envisagé de considérer que l'équivalent du loyer est un revenu fictif (celui du loyer que le propriétaire ne paye pas vu qu'il est propriétaire) devant être imposé à l'impôt sur le revenu.** Il est à peine croyable qu'on puisse simplement envisager une mesure aussi injuste à l'encontre des familles qui ont parfois travaillé toute une vie pour devenir propriétaires de leur logement. Il lui demande donc si, oui ou non, son ministère a étudié une telle possibilité de taxation".* Lire [ici sur le site du Sénat](#), merci à Confucius. Dites-moi que je rêve, dites-moi que je rêve...

TAXATION TOTALE DE L'EPARGNE + LA FIN DU SECRET BANCAIRE DU LUXEMBOURG ET DE L'AUTRICHE

du 20 au 24 octobre 2014 : Les Américains ont réussi le plan, mettre fin au secret bancaire luxembourgeois afin que leurs citoyens rapatrient leur fortunes (Amazon par exemple) aux US. "Le Luxembourg a annoncé la fin du secret bancaire en marge de la réunion des ministres des Finances qui se tenait mardi. Le Luxembourg accepte de passer à l'échange automatique d'informations en 2017. Une petite révolution. **Les ministres européens des Finances ont finalement adopté la directive sur la taxation de l'épargne. A l'unanimité puisque c'est la règle en matière fiscale**". Et tout ça dans un tout petit article sans que les Merdias-TV le reprennent. Lire le Monde ou [la RTBF](#). Merci à Mr Deprez.

MACRON LE DEMAGO JETTE UN OS A RONGER AUX SANS-DENTS

du 20 au 24 octobre 2014 : Voir Emmanuel Macron à l'oeuvre est assez piquant. Pendant que Manuel Valls détruit le quotient familial et les allocations familiales, le premier de la classe a eu l'idée géniale de libéraliser le transport en bus. Pour les sans-dents notez-le bien. Je vois bien un Paris Toulouse à 40 euros en 12 heures et le dos détruit. Sans parler de la fameuse facture Co2, ha ha ha. On croit rêver. Macron va t-il libéraliser la vente de merguez dans les rues au nom de la création d'emploi ? Et le secteur de la banque... et de l'assurance ? Que nenni, ça ce sont ses copains. Non, il faut balancer aux merdias des mesures bidons pour occuper un peu l'écran après sa désastreuse intervention sur les ouvrières illettrées. Allez, de toute manière vu la vitesse des licenciements, il y a des chances qu'à un moment donné Macron soit obligé, lui aussi, de fuir le pays afin que sa tête ne finisse par sur une pique du peuple français en colère.

TROIS INTERVIEWS MAJEURES SUR LA MANIPULATION DE L'OR (DONT LE PR FEKETE CHEZ MAX KEISER)

du 20 au 24 octobre 2014 : Voici trois interventions très très intéressantes à écouter sans attendre, hélas en anglais, désolé pour les lecteurs et lectrices qui ne pratiquent pas la langue de Nigel Farage : -) mais celle de Chris Powell du Gata est sous-titrée par Goldbroker, merci à eux. Les trois hommes (Fekete, Powell et Organ) démontent les techniques utilisées pour maintenir le cours au plus bas par les banques aux ordres de la Fed. Attention à celle de Harvey Organ (il a servi de témoin au Congrès face à la CFTC), **regardez là bien jusqu'au bout... (déjà 135.000 vues)**, merci à Mr Caget et à Mme Blay.

PS: La demande chinoise pour l'or a atteint les 2000 tonnes en 2013... ZH nous dit: "*This is the final blow for those who still couldn't comprehend, after all evidence presented, the amount of Chinese non-government gold demand in 2013*".

LES ANGLAIS VOIENT LEURS POINTS FIDELITE DIVISES PAR DEUX !

du 20 au 24 octobre 2014 : Les clients de la chaîne de magasins anglais Sainsbury's ont halluciné lorsqu'ils ont reçu un mail du PDG leur expliquant que leurs points fidélité seront divisés par deux... En raison de la crise. Clairement, à ce niveau c'est une histoire de survie pure. Mais les merdias vous expliquent que l'Angleterre se porte super bien et qu'elle a une croissance de 3% par an. Ben voyons. Lire [ici pour le croire le Daily Mail](#).

APRES LES AEROPORTS FRENCH, L'AEROPORT DE VIENNE, AUTRICHE

du 20 au 24 octobre 2014 : L'Etat autrichien obligé de mettre l'aéroport de Vienne en vente. Et devinez qui a un œil dessus, les maîtres de la monnaie de singe australe, j'ai nommé l'Australie, à laquelle on ne fait pas assez attention. En effet, très souvent les fonds kangourous ne sont juste que des paravents des fonds américains. Ca leur permet une autre approche discrète. *"Le titre de l'aéroport de Vienne a été réservé à la hausse lundi en Bourse après l'annonce du projet du fonds australien d'infrastructure IFM GIF d'acquérir une participation non majoritaire. Celle-ci pourrait atteindre 29,9% du capital, pour un montant maximum de 502 millions d'euros. IFM GIF propose 80 euros par action, soit une prime de 29,7% par rapport au cours de clôture de vendredi"*. Avec une planche à billets on peut faire les offres que l'on veut... Vous avez vu: le monde anglo-saxon rachète tous les biens immobiliers des pays catholiques. Intéressant non? [Lire ici l'Agefi pour le croire](#), merci à mes lecteurs.

LES BANQUES GARDENT VOTRE ARGENT ET VOUS PONCTIONNENT DEUX FOIS !!!

du 20 au 24 octobre 2014 : Ca y est, ça recommence comme en 2009 et 2011. De Daniel: *"J'ai fait un chèque de la Banque Postale à une personne également à la Banque Postale. Le montant de ce chèque a été retiré de mon compte le 26-09-2014 et crédité le 11-10-2014 sur le compte du bénéficiaire"*.

De Mr Deville: *"j'ai vu cette annonce sur le site de la Banque postale: "Attention: Suite à un incident indépendant de La Banque Postale, certaines opérations de prélèvements sont émises en double à tort depuis le 6 octobre 2014 avec des dates de règlement au 8 et 13 octobre 2014. Pour les clients concernés, ces prélèvements en double seront remboursés automatiquement dans les prochains jours. Les éventuels frais pour prélèvement impayé et/ou agios seront également remboursés. Veuillez nous excuser pour la gêne occasionnée"*.

De Mme M.: *"j'ai ouvert un PEL à la Société Générale, j'avais à peu près 600 euros sur mon compte, j'ai voulu les retirer pour combler mon découvert. Ils m'empêchent de disposer de mon argent et me forcent à prendre un crédit revolving pour combler mon découvert. En ont-ils le droit?"*

Ce n'est pas la première fois que les banques ponctionnent deux fois de suite les comptes pour se refaire une santé. Quittez ces banques...

HAUSSE DE LA TAXE SUR LA FORET: LE CRI DU COEUR D'UN LECTEUR !

du 20 au 24 octobre 2014 : Une lettre de notre lecteur Mr Coeur: "*Je vous confirme que l'Etat fait feu de tous bois. Une information est parue voici environ 15 jours dans le Journal du Centre disant que la taxe forestière payée par les communes (et la Nièvre est un département très boisé) allait passer de 2 euros à, tenez-vous bien, 12 euros l'hectare. DOUZE EUROS L'HECTARE!!! Les communes dans la Nièvre ayant en moyenne entre 150 et 500 hectares de forêt vont voir cette foutue taxe passer de 300 à 1800 euro pour seulement 150 hectares de forêt. Ah il est beau l'état de décrépitude du pays! Un vrai ramassis de voleurs!*". Eh oui Mr Coeur, ce n'est pas fini toutes ces hausses, à Bercy ils en cherchent de nouvelles à voter pour l'année prochaine.

JE VOUS LE DIS, QUITTEZ LA BANQUE POSTALE QUI VIENT D'ETRE DEGRADEE PAR FITCH

du 20 au 24 octobre 2014 : La Banque Postale paye pour la Dexia, ne l'oubliez pas. Tout l'argent que vous mettez dessus avec vos salaires et épargne part pour payer les différents engagements de l'Etat français. Ce qui vous explique pourquoi parfois la banque n'est pas capable de rendre 30 euros à ses clients (voir plus bas, agence de Courbevoie)... Eh bien depuis le temps que je vous le dis que c'est une banque pourrie, voici que l'agence de notation Fitch a abaissé la note de la Banque Postale et c'est l'AFP qui l'a donné. Bien sûr, aucun grand média n'a OSE reprendre cette info, la Banque Postale est un très très gros annonceur... "*L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé qu'elle plaçait La Banque Postale sous "surveillance négative". Une décision qui laisse présager une prochaine dégradation de la note de l'établissement, qui reste pour l'heure A+. Fitch avait déjà revu à la baisse en juillet dernier la perspective de la banque publique française, passée de « stable » à « négative »*". Merci à Mr Morali, lire [ici l'article en entier sur Cbanque](#) et [ici Reuters sur Fitch à propos du french Life Insurance](#).

FLEUR PELLERIN SCANDALISEE PAR LE SABOTAGE DE LA PLACE VENDOME

du 20 au 24 octobre 2014 : L'art moderne est vraiment à vomir si l'on en juge la dernière oeuvre anale (déguisée soi disant en arbre) de Paul McCarthy qui, Dieu merci, a été sabotée par un groupe de résistants qui ont encore une idée de la beauté de Paris et de sa place Vendôme. Mais le fait que le sex toy ait été saboté a scandalisé notre ministre de la Culture. Ce qui me permet d'écrire que Mme Fleur Pellerin a vraiment des "goûts de chiottes". Sans doute normal, il y a aussi "cul" dans culture. Le PS a clairement montré là ce qu'il faisait subir aux Français. Ce gouvernement est vraiment à vomir. [Lire ici Libération](#) et ici le

dossier de [presse de l'artiste qui mélange chocolat et plugs anaux](#). Ou comment prendre les Français pour des c*** en leur expliquant que c'était un arbre. Mais bien sûr Mme Pellerin.

(HORS SUJET) UN PETIT LOGICIEL ULTRA PRATIQUE ET PRIVE SUR VOTRE RESEAU WIFI

du 20 au 24 octobre 2014 : Je partage avec vous ce petit bijou bien pratique qui permet d'envoyer des fichiers de votre telephone sur votre PC ou Mac ou tablette et vice-versa. Ca s'appelle Share-it et c'est publié par les ingénieurs Thinkpad de Lenovo. Il est si pratique qu'il a reçu plusieurs distinctions. D'une simplicité rare, il vous épargne bien des prises de tête, puisqu'il utilise votre connexion wifi sans passer par Internet pour envoyer vos fichiers d'un terminal à l'autre en une fraction de seconde. Versions Apple, IOs, Android, Windows et Windows Phone. Le télécharger ici sur [le site dédié ShareIt de Lenovo ici](#).